

# Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16474 - 7,50 F -

MERCREDI 14 JANVIER 1998

LE MONDE INITIATIVES

- Les cadres se rebiffent
- Emploi : 26 pages d'annonces classées



## Le pouvoir face à la crise sociale

- Lionel Jospin pourrait créer un secrétariat d'Etat à la ville ● Jacques Chirac reçoit 12 maires à propos des violences urbaines ● Les préfets devront distribuer « immédiatement » 320 millions de francs aux chômeurs en détresse ● Les sans-emploi manifestent à Paris et en province



### La déesse aux yeux rubis

LES YEUX de brasse d'Ishtar, déesse parthe de l'amour et de la guerre exposée au Louvre, tiraient, pensait-on, leur éclat du verre coloré dont ils étaient faits. Les chercheurs du Laboratoire de recherche des musées de France viennent de montrer qu'il s'agissait de rubis taillés, vieux de deux mille ans. Idem pour son nombril... Ils sont parvenus à identifier leur origine birmane ou srilankaise et à démontrer l'existence de routes commerciales conduisant vers l'Orient hellénisé.

Lire page 24

### L'euro à quinze moins quatre

LES CHEFS D'ÉTAT et de gouvernement des quinze se réuniront autour du 1<sup>er</sup> mai à Bruxelles pour dresser la liste des pays participant à l'euro. La Grande-Bretagne, la Grèce, le Danemark et la Suède ne feront pas partie de la première vague, pour des raisons économiques ou politiques. Les Britanniques souhaitent le succès de la monnaie unique mais ne la rejoindraient qu'après 2002. A Athènes, le gouvernement socialiste de Costas Simitis estime que son pays sera en mesure d'adhérer à l'euro vers 2001. Deux Suédois sur trois sont hostiles à l'euro, et les Danois se prononceraient, le 28 mai, lors d'un nouveau référendum, sur le traité d'Amsterdam.

Lire page 2

### Le « Réveil » d'Elsa



« J'AI VOULU effacer les limites », dit la chorégraphe Elsa Wollaston à propos de sa dernière création. Elle a voulu aussi « une danse qui montre la liberté intérieure des femmes ». Née à la Jamaïque, Elsa Wollaston s'est installée en France en 1969. Elle présente à Angers, avant Surresnes, Saint-Herblain, Metz et Paris, son nouveau spectacle, Réveil.

Lire page 29

Abonnement : 3 DM ; Angleterre/Guyane : 5 F ; Australie : 26 ATS ; Belgique : 45 FB ; Canada : 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire : 800 F CFA ; Danemark : 15 KR ; Espagne : 225 PTA ; Grande-Bretagne : 1 £ ; Grèce : 250 DR ; Irlande : 140 E ; Italie : 2000 L ; Luxembourg : 45 FL ; Malaisie : 10 DM ; Mexique : 16 000 M ; Pays-Bas : 3 Fl. ; Portugal : 200 Esc ; République Fédérale : 2,20 M ; Singapour : 800 F CFA ; Suède : 16 KRS ; Suisse : 2,10 SF ; Tunisie : 1,2 Din ; USA : 10,75 \$ ; USA (hors-poste) : 2,50 \$

M 0147-114-7,50 F



## Pire que Strasbourg : PARIS



dant la campagne électorale. Le même jour, les trois associations de défense de chômeurs (ACI, APEIS et MNCP) et le comité des chômeurs CGT organisent une journée nationale d'action pour demander une revalorisation des minima sociaux. Martine Aubry a donné, lundi 12 janvier au soir, consigne aux préfets d'attribuer « immédiatement » des aides prélevées sur une première enveloppe de 320 millions de francs.

Lire pages 5, 8, 9, notre éditorial page 17 et « Les chômeurs rebelles d'Arras » pages 14 et 15

### « Iceberg » faisait fondre les dames

STOCKHOLM de notre correspondant

Björn Borg était-il aussi impossible et froid hors d'un court de tennis qu'entre ses lignes blanches ? A en croire un documentaire diffusé par la télévision suédoise, l'ancien champion scandinave n'a pas toujours été fidèle à sa réputation. Certes, il sut apparemment rester de marbre face à quelques-unes des nombreuses sollicitations féminines dont il fit l'objet, siôt gagnés ses premiers tournois à Roland-Garros et à Wimbledon. Le dernier volet du documentaire, diffusé lundi 12 janvier, raconte ainsi comment un jeune marié lui proposa de passer la nuit avec sa femme. « C'était un Américain tout ce qu'il y a de plus ordinaire, qui était en voyage de noces à Hawaï. Son rêve était de donner à son épouse le plus beau des "cadeaux" de mariage : une nuit avec Björn Borg », se souvient un photographe par lequel transita l'offre. Le mari « attentionné » poursuivait le joueur jusqu'à l'ascenseur de son hôtel. « Je ne couche pas avec les femmes mariées », répondit le Suédois.

Mais l'athlète aux longs cheveux blonds ne résista pas pour autant à toutes les tentations.

« Les Suédois n'ont pas idée de quel point Borg était devenu mondialement célèbre, autant que les Beatles, Mohammed Ali et les Rolling Stones », estime Folke Rydén, le réalisateur du documentaire de trois heures, auquel l'ex-champion a refusé de participer. Selon Peter Worth, son ancien agent pour le compte du promoteur américain Mark McCormack, « Björn aimait prendre du bon temps, c'était impressionnant ! » Introduit dans la jet-set par le joueur américain Vitas Gerulaitis, grand favori, le Suédois goûta à la coccaïne bien avant sa retraite sportive en 1983. Plus tard, il admit avoir « essayé des drogues, comme la plupart des gens ».

Celui que les médias anglo-saxons baptisèrent « Iceberg » n'était pas non plus insensible à l'argent, bien au contraire. A cette époque, l'amateurisme imprégnait encore le sport suédois. Aussi le joueur, d'origine modeste, provoqua-t-il plus d'un haussement de sourcil dans son pays, bastion de la social-démocratie, lorsqu'il commença à faire tomber les dollars à coups de revers à deux mains. « L'argent n'est pas tout dans la vie, déclarait-il timidement à la télévision, peu après ses

débuts, mais ça compte beaucoup... » A tel point qu'il eût, en violation de tout règlement, de se faire payer pour participer à la Coupe Davis en 1978 et 1979, après deux années de boycottage. Il obtint 220 000 dollars (2,3 millions de francs d'aujourd'hui) de la fédération nationale de tennis.

Une fois rangée des courts, la star accepta un poste d'« ambassadeur » du tourisme suédois, en 1985. Ses employeurs auraient, selon le documentaire, détourné la loi en versant secrètement 4 millions de couronnes (3 millions de francs), non imposables, sur un compte de Borg domicilié à Jersey. Les rumeurs sur une tentative de suicide du sportif en 1989 - un « empoisonnement alimentaire », d'après l'intéressé - mirent fin à cette collaboration. Tout comme elles précipitèrent la chute du petit empire commercial qu'il avait commencé à bâtir autour de son nom, avec l'aide d'amis plus ou moins fiables. Mais qu'importe tout cela : pour John McEnroe, son vieux rival et ami, « ce dont il faudra se souvenir, c'est ce qu'il a fait pour le sport ».

Benoît Peitler

### Accalmie sur les marchés

Les opérateurs boursiers sont rassurés par la détermination des Américains à soutenir les pays asiatiques.

p. 18

### Le martyre de l'Algérie

Selon deux quotidiens algérois, l'attaque du village de Sidi Hammed, dimanche, au sud de la capitale, aurait fait plus de 400 morts.

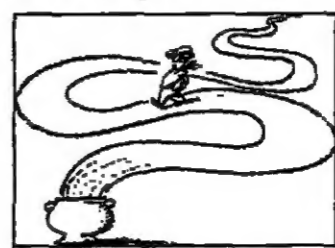
p. 4

### Madame « la » ministre

Les points de vue de la linguiste Josette Rey-Debove et de l'écrivain Jean-Pierre Céton.

p. 16

### Lieux de bons goûts



Jean-Pierre Quélin est retourné en ces lieux qu'il a aimés, fréquentés : le Flore et son café, L'Ostréade et ses huttes « boudeuses ».

p. 25

### Mobilisation pour le Chiapas

Plus de 100 000 personnes ont défilé à Mexico pour dénoncer la politique du gouvernement après le massacre d'Acteal.

p. 3

### Lobbies et loi sur l'audiovisuel

La Générale des eaux, Bouygues et la Lyonnaise des eaux redoutent d'avoir un accès plus réglementé au marché de la télévision.

p. 20

### Spoliation des juifs

La « Mission d'étude sur la spoliation des juifs de France », présidée par Jean Mattéoli, livre ses premières données chiffrées.

p. 12

### La « techno » place Beauvau

Jean-Pierre Chevènement recevait, lundi, une délégation de Technopol, association fédérant divers courants de la musique techno.

p. 10

### Tom Stoppard au Français

La Comédie-Française reprend « Arcadia », pièce de l'auteur dramatique célèbre - et anobli - en Grande-Bretagne.

p. 27

International	2	Carrel	23
France	5	Anglais/Français	24
Société	8	Jazz	26
Annuaire classés	10	Météorologie	26
Régions	13	Culture	27
Horizons	14	Cinéma	29
Entreprises	15	Économie	30
Communication	20	Abonnements	30
Finances/marchés	21	Radio-Télévision	31

EMMANUEL TODD

## L'ILLUSION ÉCONOMIQUE

essai sur la stagnation des sociétés développées

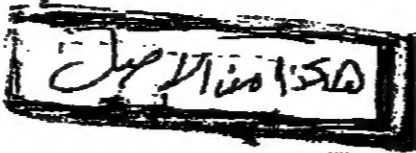
GALLIMARD

Jacques Attali est conseiller d'Etat en disponibilité, président d'une société de conseil.

150







## L'Irak refuse à nouveau l'accès de ses sites stratégiques à un expert américain de l'ONU

Les Etats-Unis demandent une réponse « ferme » du Conseil de sécurité

L'Irak a rouvert les hostilités avec l'ONU en interdisant mardi 13 janvier l'accès de ses sites stratégiques à une équipe d'experts emmenée

par un Américain. Les Etats-Unis ont critiqué cette décision et souhaité une réponse ferme du Conseil de sécurité des Nations unies. Cette crise

intervient alors que le chef de la Commission chargée du désarmement de l'Irak, Richard Butler, doit se rendre sur place du 19 au 21 janvier.

UNE NOUVELLE CRISE s'est ouverte, mardi 13 janvier, entre l'Irak et les Nations unies après la décision de Bagdad de s'opposer aux inspections d'une équipe chargée du désarmement dirigée par un expert américain, arrivée dimanche 11 à Bagdad. « L'Irak a décidé d'interrompre à partir de mardi les inspections de la Commission spéciale de l'ONU chargée de désarmer l'Irak (Unscm) dirigées par l'Américain Scott Ritter jusqu'à ce que ce soit la composition de son équipe soit rééquilibrée », a déclaré lundi un porte-parole officiel des autorités irakiennes, cité par l'agence INA.

Bagdad avait officiellement informé lundi la Commission de sa décision par l'entremise de son ambassadeur à l'ONU, Nizar Hamdoun. Celui-ci a précisé à la presse que l'interdiction irakienne « concerne uniquement l'équipe de Scott Ritter et non les autres équipes opérant actuellement en Irak ». Outre cette équipe, deux autres groupes d'experts en armes biologiques se trouvent actuellement en Irak. L'équipe arrivée avec M. Ritter compte neuf Américains, cinq Britanniques, un Australien et un Russe. Pour Bagdad, il s'agit d'une « preuve flagrante du déséquilibre de l'équipe d'inspection ». M. Ritter, capitaine de « marines » pendant la guerre du Golfe de 1991, est de facto accusé d'espionnage par les autorités irakiennes.

« Au cours des inspections de ce jour », explique M. Butler, les équipes ont compté au total quarante-quatre personnes de dix-sept pays. » Le diplomate précise que les seize inspecteurs arrivés dimanche en Irak s'ajoutent aux experts résidant à Bagdad et à d'autres équipes en visite.

**CONDAMNATION FRANÇAISE**  
La décision irakienne a été condamnée, lundi, par les Etats-Unis et la France. « Si [les experts] se voient interdire de faire leur travail, alors l'interdiction du Conseil de sécurité [de l'ONU] qu'il prenne des mesures fermes et appropriées », a déclaré M. Clinton. « Beaucoup dépend du Conseil de sécurité [qui] doit réaffirmer une position forte », a ajouté le secrétaire à la Défense, William Cohen. D'Amman, où il était en visite officielle, le ministre français des Affaires étrangères, Hubert Védrine, a rappelé que Paris tenait à « l'application par l'Irak des résolutions permanentes du Conseil de sécurité de l'ONU qui prévoient un accès inconditionnel de l'Unscm ». En novembre, une crise sem-

blable avait opposé l'Irak aux Nations unies. La diplomatie russe était parvenue à trouver un terrain d'entente entre les deux parties, mais les Etats-Unis avaient achevé à cette occasion dans les eaux du Golfe une armada de trente bâtiments de guerre, dont deux porte-avions équipés de plus de deux cent cinquante chasseurs, qui croisent toujours à proximité de l'Irak. Le *Washington Post* a révélé le 8 janvier qu'un rapport de la CIA daté du 5 janvier concluerait que cet épisode a renforcé le président Saddam Hussein.

## Plus de 400 personnes auraient été tuées dimanche dans la banlieue d'Alger

LE BILAN du massacre de Sidi Hammed, un hameau à proximité d'Alger, perpétré dimanche 11 janvier après la rupture du jeûne en fin de journée, s'avérerait beaucoup plus lourd que ne laisserait penser les premières informations (*Le Monde* daté 13 janvier). Selon la presse algérienne de mardi, il pourrait dépasser le chiffre de 400 victimes. Selon le quotidien *Liberté* de mardi, qui fait état de « sources bien informées », il serait de 428 morts et de 140 blessés. De son côté, *El Watan* parle de « quelque 400 morts, de sources concordantes ».

Différents quotidiens font également état d'une opération des forces de sécurité lundi pour venir à bout d'un groupe armé d'une vingtaine de personnes qui opérait aux portes de la capitale, à proximité du Club des pins, la station balnéaire proche de Zéralda où le régime loge ses cadres dirigeants et ses alliés. Quelques armes auraient été saisies et plusieurs membres

du commando tués, dont son chef. Tandis que le département d'Etat estimait lundi que « la grande majorité » des atrocités commises contre les populations civiles était le fait du Groupe islamique armé (GIA), le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a affirmé qu'il était « urgent et vital » de protéger les populations civiles. Quelques jours auparavant, l'ambassadeur d'Algérie à l'ONU, Abdallah Baal, avait rappelé que les Nations unies n'avaient « aucun rôle à jouer en Algérie ».

## Le Congo entre dans une période de « transition flexible »

EN PRENANT le pouvoir par la force, en octobre 1997, après quatre mois et demi d'une guerre civile meurtrière, le général Denis Sassou Nguesso avait promis qu'un forum national serait organisé pour déterminer la durée et la forme de la période de transition nécessaire, selon lui, pour remettre le pays sur la voie de la démocratie. Quelques mille délégués participant à ce forum depuis une semaine ont décidé lundi 12 janvier à Brazzaville de fixer à « trois ans flexibles » cette transition.

Le Forum a rejeté une autre recommandation sur la dissolution des « partis politiques et associations impliqués dans les combats », suite à l'hostilité de nombreux délégués. « Nous devons éviter les amalgames fâcheux. Faisons un effort de dépassement », a lancé Jacques Mvondo, un ancien député du Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCCDI) de Bernard Kollélas.

## Le premier ministre japonais a atteint son plus bas niveau de popularité

**TOKYO**  
de notre correspondant  
En dépit des exhortations européennes venues s'ajouter aux pressions américaines pour que Tokyo relance la consommation intérieure et contribue à apaiser la crise financière en Asie, le premier ministre Ryutaro Hashimoto s'en est tenu, lundi 12 janvier, dans son discours inaugural de la session parlementaire, à rappeler les grandes lignes d'une politique qui ne conviendrait ni le reste du monde ni les Japonais.

Cette alchimie politique, dont les arcanes laissent indifférente l'opinion, pourrait déstabiliser la coalition gouvernementale, mais aussi permettre au PLD (majoritaire) ou à son principal partenaire actuel (le parti social-démocrate) de trouver de nouveaux alliés avec, en tête, la perspective des élections sénatoriales de juillet. Un jeu d'alliances dont on voit mal, pour l'instant, en quoi il pourrait permettre l'élaboration d'une politique plus décisive de redressement de l'économie.

## Bruxelles pour une levée partielle de l'embargo sur les viandes britanniques

BRUXELLES (Union européenne). La Commission européenne devait proposer, mercredi 14 janvier, une levée très partielle de l'embargo imposé par l'Union européenne depuis mars 1996 sur les exportations de viande bovine britannique. L'allègement serait limité aux viandes produites en Irlande du Nord et provenant d'élevages indemmes de l'ESB (encéphalopathie spongiforme bovine ou « maladie de la vache folle ») depuis au moins huit ans.

## Proche rencontre entre Jean Paul II et Boris Eltsine

ROME. Le président russe Boris Eltsine rencontrera le pape lors de sa visite en Italie et au Vatican prévue du 9 au 11 février. Boris Eltsine avait déjà rencontré Jean Paul II le 20 décembre 1997 à Rome. En 1997, le climat s'était tendu entre la Russie et le Saint-Siège au moment de la discussion à Moscou d'une loi sur les religions, considérée comme discriminatoire par les chrétiens non orthodoxes.

## EUROPE

■ BOSNIE : le Parlement serbe de Fentché serbe de Bosnie s'est constitué, lundi 12 janvier, grâce à un accord de dernière heure entre ultranationalistes et modérés sur la répartition des postes à la tête de cette Assemblée issue des législatives anticipées de novembre. Lors d'une nouvelle session, convoquée pour samedi, les députés devront se prononcer sur la candidature de Mladen Ivancic au poste de premier ministre. - (AFP)

■ YUGOSLAVIE : un Albanais du Kosovo, loyal au pouvoir de Belgrade, a été tué lundi 12 janvier, quelques heures après le mitraillage d'un immeuble où vivent des familles de policiers serbes en poste dans la province. Les médias ont imputé ces opérations aux séparatistes de l'Armée de libération du Kosovo (ALK), qui multiplie les attentats ces derniers mois. Une quarantaine de personnes ont été tuées en 1997 au Kosovo, une province du sud de la Serbie peuplée à 90 % d'albanophones. - (Reuters)

■ PLOUSIEURS milliers de partisans de l'ancien président du Monténégro, Momir Bulatovic, ont manifesté lundi 12 janvier dans les rues de Podgorica pour protester contre l'entrée en fonction, jeudi, du réformateur Milo Djukanovic. A cette occasion, M. Bulatovic, soutenu par Belgrade, a répété qu'il ne reconnaissait pas l'élection de son rival, contrairement aux affirmations tenues quelques heures plus tôt par l'émassadeur américain Robert Gelbard et tournée dans la région. - (AFP)

■ RWANDA : neuf religieuses ont été assassinées dans leur couvent par des rebelles hutus jeudi dernier à Rwerere (nord-ouest), a indiqué lundi 12 janvier l'agence rwandaise IRNA. Les sœurs - trois Tutsies rwandaises, trois Hutues rwandaises et trois Congolaises de RDC - ont été tuées par balles et à coups de machette. - (Reuters)

■ PARIS a formellement démenti que des livraisons d'armes au Rwanda se soient poursuivies jusqu'en mai 1994. « Nous ne pouvons que démentir, de la façon la plus catégorique, que les autorités françaises aient autorisé des exportations vers le Rwanda après l'accord de paix d'Arusha d'août 1993 », a déclaré, lundi 12 janvier, Yves Douthiaux, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères. Selon *Le Figaro*, la France a coopéré avec l'armée rwandaise (hutu) jusqu'à fin mai 1994, c'est-à-dire presque deux mois après le début du génocide tutsi et deux semaines après le vote par l'ONU d'un embargo sur ses armes.

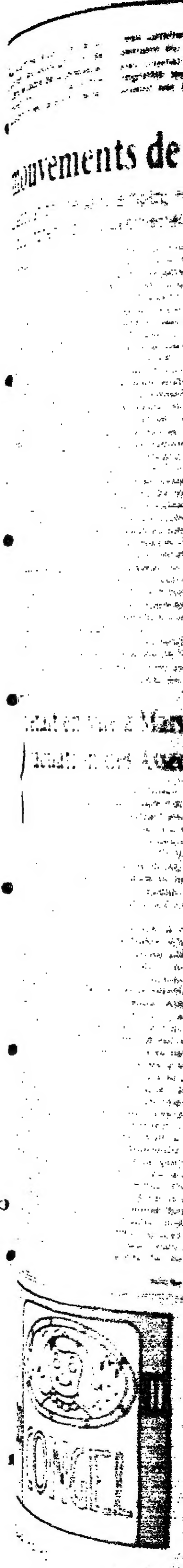
■ BURUNDI : 53 rebelles hutus et 2 militaires ont été tués, samedi 10 et dimanche 11 janvier, dans des affrontements entre la rébellion et l'armée à Isale, près de la capitale Bujumbura, a indiqué lundi une source militaire. Depuis le 1er janvier, 300 civils sont morts dans cette région suite à trois attaques de la rébellion, selon l'armée. - (AFP)

■ CHINE : seize personnes ont été exécutées, le 29 décembre 1997, dans la région du Xinjiang (nord-ouest de la Chine), en proie à une agitation des musulmans indépendantistes ouïghours, rapporte le journal *Xinjiang Legal Daily* dans son édition du 2 janvier. Treize des condamnés à mort seraient des indépendantistes ouïghours. - (Reuters)

## L'Europe exhorte le Japon à relancer sa consommation intérieure

TOKYO. L'Europe ajoute sa voix à celle des Etats-Unis pour exhorter le Japon à relancer la consommation intérieure afin de freiner ses exportations et contribuer à apaiser la crise financière en Asie. Venus à Tokyo pour prendre part au sommet annuel Europe/Japon en compagnie du premier ministre britannique Tony Blair (qui assure actuellement la présidence des Quinze), le président de la Commission européenne Jacques Santer et son vice-président Sir Leon Brittan ont mis en garde le gouvernement japonais contre une politique de reprise économique dont le moteur serait la hausse des exportations.

« Il est de l'intérêt du Japon, de l'Asie de l'Est et du reste du monde que le Japon augmente sa demande intérieure et ne se contente pas de se reposer sur ses exportations », a souligné Sir Leon lors d'une conférence de presse. En 1997, le déficit commercial de l'Europe avec le Japon, qui s'était amoindri les années précédentes, s'est brusquement aggravé, augmentant de près de 50 %, selon les premières estimations. Le Japon est le deuxième partenaire commercial de l'UE après les Etats-Unis. - (AFP)



Bruxelles pour une levée de l'embargo sur les mandats

Les associations de chômeurs ont obtenu la levée de l'embargo sur les mandats de comparution en Belgique...

Proche rencontre entre Jean Paul II et Robert Hue

Le pape polonais et le député communiste se rencontreront à Paris dans les prochains jours...

Le mouvement des chômeurs a obtenu un succès important lors de la manifestation nationale...

SOCIAL Martine Aubry a reçu, lundi 12 janvier, les associations de chômeurs dans le cadre de la préparation du projet de loi sur la lutte contre l'exclusion. Elles se sont déclarées satisfaites des conditions de versement du milliard de francs annoncé par Lionel Jospin...

Les associations de chômeurs ont obtenu la levée de l'embargo sur les mandats de comparution en Belgique...

Les actions de chômeurs se poursuivent dans de nombreuses villes, pour appuyer les revendications du mouvement des chômeurs...

Le gouvernement demande aux préfets de prendre immédiatement contact avec les organismes susceptibles d'abonder les fonds d'urgence (Assedic, caisses d'allocations familiales, etc.)...

Le gouvernement demande aux préfets de prendre immédiatement contact avec les organismes susceptibles d'abonder les fonds d'urgence...

Les mouvements de chômeurs réclament le relèvement des minima sociaux

Les associations de sans-emploi, reçues par Martine Aubry, lundi 12 janvier, ont maintenu leurs revendications et leurs appels à manifester pour obtenir du gouvernement davantage que le milliard de francs accordé par le premier ministre et pour interpeller le patronat

« TOUS ENSEMBLE, on continue », telle sera la banderole de tête de la manifestation nationale des trois associations de défense des chômeurs (ACI, Apels, MNCP) et du comité de chômeurs CGT...

visible. A force de tirer la corde, elle finit par se casser. Robert Badinter, sénateur socialiste des Hauts-de-Seine, a en revanche estimé, lundi sur LCI, que l'évacuation des Assedic par les forces de police est « regrettable » mais qu'« elle est légitime et nécessaire ».

Alors que le gouvernement s'efforce d'afficher son unité, les manifestations conservent le soutien de plusieurs composantes de la « majorité plurielle ».

Lundi après-midi, Martine Aubry, la ministre de l'emploi et de la solidarité, a reçu, outre Patrice de Maurice Pagat, les associations



Les actions de chômeurs se poursuivent. - Agir ensemble contre le chômage (ACI), Association pour l'emploi, l'information et la solidarité (Apels), Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP) - et le comité de défense des chômeurs CGT, dont la participation à la rencontre avait été décidée en fin de matinée.

prévu fin novembre 1997, dans le cadre de la préparation du projet de loi contre l'exclusion. Lors de cette réunion, M. Aubry a annoncé le déblocage rapide du milliard de francs pour le nouveau fonds d'urgence sociale dont la création a été annoncée la semaine dernière par le premier ministre, Lionel Jospin...

UNE PREMIÈRE ENVELOPPE Le ministre de l'emploi a adressé aux préfets, lundi 12 janvier, la circulaire de mise en place du fonds, qui devrait être doté d'une première enveloppe de 320 millions de francs...

Le gouvernement demande aux préfets de prendre immédiatement contact avec les organismes susceptibles d'abonder les fonds d'urgence (Assedic, caisses d'allocations familiales, etc.)...

Un accord était en vue à Marseille avant l'évacuation des Assedic

MARSEILLE de notre correspondant régional. Toujours mobilisés, après avoir été évacués, le 10 janvier, des antennes Assedic qu'ils occupaient, les chômeurs CGT ont signé, lundi 12 janvier, à Marseille, leur premier accord officiel. Le conseil général des Bouches-du-Rhône, partie prenante du « tour de table » organisé par la préfecture, le 29 décembre 1997, s'est engagé à déblocquer une aide exceptionnelle de 2 000 francs en faveur de chômeurs privés de droits et des RMistes sans enfants...

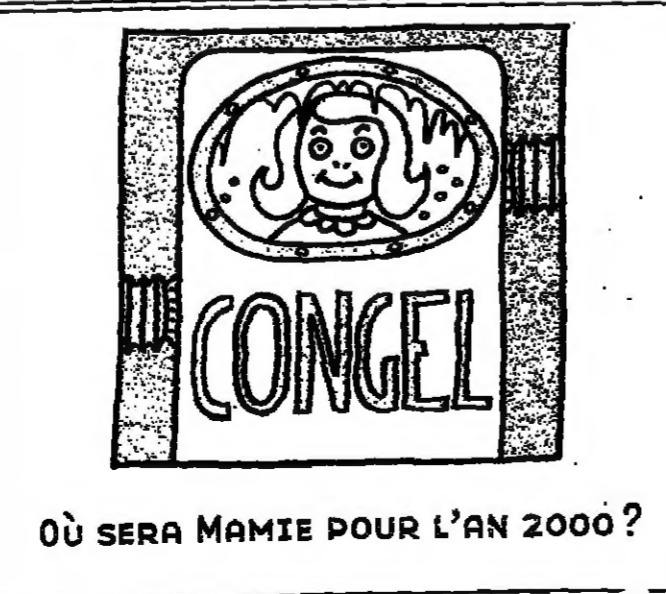
point: 45 millions de francs étaient déblocqués par l'Etat, provenant du milliard annoncé par le gouvernement, au prorata du nombre des chômeurs dans le département; 33 millions de francs venaient du département, à quoi s'ajoutaient les sommes promises par les Assedic, la CAF et quelques villes sollicitées par le préfet.

Dans ses vœux, M. Jospin défend le rôle de l'Etat

CONFIANCE et réformes en 1997, confiance et réformes en 1998. En présentant ses vœux à la presse, le 13 janvier 1997, le président de la République, M. Chirac, avait souhaité que cette année-là soit faite « de confiance et d'espérance ».

rappelés lors de sa déclaration de politique générale, le 19 juin, devant les députés. M. Chirac avait martelé qu'il se réserve le droit d'intervenir afin de dire ce qui est bon ou mauvais pour les Français, M. Jospin devait souligner que l'action de son gouvernement - elle s'inscrit dans la durée d'une législature - a pour but de défendre l'intérêt général.

festations sont organisées dans toute la France. Que ce soit en matière d'emploi ou de lutte contre les violences urbaines - ce dernier point fait l'objet d'une table-ronde, ce mardi, à l'Elysée, et d'une réflexion, à Matignon, sur la relance de la politique de la ville - le premier ministre devait réaffirmer le rôle et l'autorité de l'Etat.



Le premier ministre rappelle les Verts et le PCF à l'ordre

UNE MAIN « sur la bible du socialisme vert et rouge », le communiste Alain Bocquet, le radical Michel Crépeau, le « citoyen » Georges Sarre et le Vert Yves Cochet, et Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, ont prêté serment de garder le silence. Ce premier déjeuner des dirigeants de la majorité « plurielle » de l'Assemblée nationale, lundi 12 janvier, à Matignon, Lionel Jospin le voulait discret: c'est même, a précisé le premier ministre à sa majorité trop plurielle et bavarde, la condition pour qu'il se reproduise, environ tous les deux mois.

responsable socialiste. La petite phrase lâchée par Robert Hue, lundi, en marge du comité national de son parti, a aussi éternué Matignon: « Je préfère la force du dialogue aux forces de l'ordre », a-t-il soigneusement lancé devant la presse, tandis que Jean-Paul Magnon, dans son rapport, dénonçait une « choquante intervention polémique ».



EST-CE QUE MON CLONE TRAVAILLERA À MA PLACE EN L'AN 2000 ?



# Jacques Chirac s'inquiète de la « cohésion sociale »

Le président de la République s'inquiète de la « cohésion sociale » dans un discours prononcé à la Sorbonne. Il évoque la « fracture sociale » et appelle à une « politique de cohésion ».

# Le patronat lance un appel contre les 35 heures

Le patronat français lance un appel contre la réduction du temps de travail à 35 heures. Il estime que cette mesure nuirait à la compétitivité de l'économie française.

# Patrick Balkany va quitter les HUM des Hauts-de-Seine

Patrick Balkany, député-maire des Hauts-de-Seine, annonce qu'il va quitter les Hauts de la Vallée de la Marne (HUM) pour se consacrer à ses autres fonctions.

# Le conseil régional de Bretagne se réunit

Le conseil régional de Bretagne se réunit à Rennes pour discuter de la situation politique et administrative de la région.

# Le conseil régional de Bretagne se réunit

Le conseil régional de Bretagne se réunit à Rennes pour discuter de la situation politique et administrative de la région.

Le conseil régional de Bretagne se réunit à Rennes pour discuter de la situation politique et administrative de la région.

# Dispute entre RPR et UDF pour la présidence de la région Bretagne

## Yvon Bourges renonce à un nouveau mandat

**RENNES** de notre correspondante régionale. Bureaux nationaux et rencontres au sommet n'ont eu, jusqu'à présent, aucun effet sur l'entêtement breton : l'UDF veut la présidence du conseil régional, le RPR refuse tout net de la lui céder.

La joute a le mérite d'être simple : les deux composantes de la majorité régionale se sont rangées chacune derrière son héros respectif. La tête de liste en Ile-et-Vilaine devrait être décisive pour rassembler les troupes. « Si Pierre Méhaignerie se présente, nous perdons. Il déclenche de l'urticaire dans le Finistère », assène donc Claude Champaud (RPR), vice-président du conseil régional.

A l'UDF, les fidèles du président du conseil général d'Ile-et-Vilaine soutiennent évidemment l'inverse : Yves-Thibault de Silguy, l'homme que s'est choisi le RPR du cru, n'aurait aucune chance de se faire une place dans le paysage breton en si peu de temps. La gauche « plurielle » s'en frotte les mains chaque jour davantage. Nourrissant quelque espoir de faire basculer la région, elle sait que la bataille s'annonce serrée de toute façon.

« C'est juste une crise de puberté », commente Yvon Bourges (RPR), l'actuel président de la région. A soixante-seize ans, cet ancien membre de tous les gouvernements entre 1965 et 1980 observe l'affrontement qu'il a déclenché avec une apparente sérénité. Longtemps, il a cru pouvoir succéder à lui-même pour un troisième mandat, d'autant que nul dauphin ne se détachait dans son camp, mais, comme son voisin des Pays de la Loire, Olivier Guichard (RPR), il s'est résolu à comprendre que l'heure de passer la main avait sonné, à l'Ouest, pour les vieux « barons » gaullistes.

M. Bourges eut alors l'idée d'aller chercher le commissaire européen chargé des affaires économiques et monétaires, M. de Silguy. Certes, celui-ci ne possède pas à ce jour de carte au RPR, mais il a pour atout son titre de « Breton de l'année 1996 » et pour avantage d'être très occupé par le lancement de l'euro. M. Bourges pouvait ainsi espérer présider encore l'assemblée régionale jusqu'en 1999. La direction du RPR n'a pas apprécié ce dispositif.

L'homme de Bruxelles se présentera donc en première ligne en Bretagne. « Le seul obstacle, c'est l'ambition de Méhaignerie », résume sans surprise Yvon Jacob, dirigeant du RPR en Ile-et-Vilaine. « Les partis politiques ne sont pas propriétaires de tel ou tel terri-

toire », déclarait M. Méhaignerie fin décembre. Depuis, la situation s'est crispée, et certains élus locaux envisagent de plus en plus ouvertement de voir la majorité régionale, qui répond actuellement au nom d'Union pour la Bretagne, partir sur des listes séparées.

En attendant un arbitrage, la répartition des premières places pour les élections régionales est bloquée dans toute la Bretagne et les candidats aux cantonales attendant le « feu vert » officiel de leurs partis pour se lancer franchement dans la campagne.

Un peu embarrassé par le climat bien moins consensuel qu'on ne le lui avait décrit, le commissaire européen annonce qu'il viendra comme tête de liste dans un département seulement « à condition de figurer sur une liste unique de la majorité régionale ». Lui qui se dit sûr de pouvoir mener les deux mandats de front, il accepterait volontiers de se présenter dans le Finistère, où il a « beaucoup d'attaches familiales », plutôt qu'en Ile-et-Vilaine, chef de M. Méhaignerie.

**M. MÉHAIGNERIE DÉTERMINÉ**

Ce glissement de terrain éparpignerait peut-être quelques susceptibilités, mais repousserait le problème au moment de l'élection du président de l'assemblée régionale et compliquerait en outre la situation du Finistère, qui n'en a pas besoin. L'ancien député Jean-Yves Cozan (UDF-Adhérents directs) a déjà annoncé qu'il y mènera sa propre équipe.

« J'ai toujours été plus régionaliste que départementaliste », a souvent expliqué M. Méhaignerie en public. Jusqu'à présent, sa détermination n'a pas faibli. L'ancien ministre de la Justice balaise d'un revers de main l'éventuel obstacle de sa mise en examen au sujet du financement du CDS dont il a été président. Et il s'empare contre son manque supposé de sens de l'aménagement du territoire : « Être de l'est de la Bretagne est une raison de plus pour vouloir rétablir l'équilibre avec la pointe finistérienne. »

Et dire que c'est M. Méhaignerie qui, il y a quelques mois, avait pris la peine d'alerter M. de Silguy sur la situation alléchante de la capitale bretonne ! En 1995, l'immuable maître de Vitry ne décollerait pas du quatrième échec de la droite à la mairie de Rennes. Celle-ci avait choisi un candidat au profil RPR bien trop musclé, M. Jacob, pour une ville aux inclinaisons nettement centristes, selon l'ancien ministre centriste.

# La candidature du commissaire à l'euro suscite des interrogations à Bruxelles

**BRUXELLES** (Union européenne) de notre correspondant. L'éventuelle candidature aux élections régionales d'Yves-Thibault de Silguy, le commissaire européen chargé des affaires économiques et monétaires et, à ce titre, l'un des principaux responsables de la mise en place de l'euro, suscite doutes et interrogations au sein du collège bruxellois.

Lundi 12 janvier, Jacques Santer, le président de la Commission, a fait dire par son porte-parole, Klaus van der Pas, que dans le cas où M. de Silguy serait élu, « la question de la compatibilité du nouveau mandat et de celui de commissaire devrait être examinée de façon approfondie ».

M. de Silguy, ancien du cabinet de Jacques Chirac, nommé à Bruxelles par Édouard Balladur, n'est encore - avec les encouragements du chef de l'Etat, dit-on - que « candidat à la candidature ». M. Santer ne souhaite pas intervenir dans un débat politique franco-français, au moins tant que la question est purement hypothétique, et il ne veut pas, non

# Un ancien conseiller de Jean-Marie Le Pen livre sa part de vérité sur le Front national

## Pour Lorrain de Saint-Affrique, le lepénisme doit beaucoup à François Mitterrand

Conseiller de M. Le Pen pour la communication de 1984 à 1994, Lorrain de Saint-Affrique, conseiller régional de Languedoc-Roussillon, dévoile plusieurs « secrets » du FN dans un livre d'entretiens, *Dans l'ombre de Le Pen* (Éditions Hachette). Il raconte notamment les relations entre M. Le Pen et Bernard Tapie et nourrit la thèse selon laquelle la progression du lepénisme a été favorisée par François Mitterrand.

**AVANT MÊME** sa sortie, mercredi 14 janvier, en librairie, l'entretien de Lorrain de Saint-Affrique avec le journaliste Jean-Gabriel Fredet, *Dans l'ombre de Le Pen* (Hachette-Littérature), a fait parler de lui. Et pour cause. C'est une visite guidée dans l'arrière-boutique de Jean-Marie Le Pen (terme utilisé par le président du Front national pour parler de son mouvement) que nous offre le conseiller régional de Languedoc-Roussillon, exclu et démissionnaire du Front national en 1994.

Selon M. de Saint-Affrique, des accords ont été passés entre M. Le Pen et Bernard Tapie pour assurer la réélection de ce dernier en mars 1993 et sur l'organisation du débat télévisé Le Pen-Tapie animé par Paul Amar sur France 2, juste avant les élections européennes de 1994.

M. de Saint-Affrique a été, de 1984 à 1994, conseiller personnel de M. Le Pen. En 1993, M. Tapie est ministre de la ville dans le gouvernement de Pierre Bédégoy et candidat aux élections législatives à Gardanne. Le deuxième tour le désigne comme adversaire du candidat de droite Hervé Fabre-Aubrespy, ancien conseiller de Charles Pasqua. L'élection est ouverte, et M. Tapie pourrait l'emporter à la condition toutefois que Damien Bariller, candidat du Front national et poulain de Bruno Mégret, maintienne sa candidature.

« Le Pen, en bureau politique, va s'abriter derrière la consigne générale : maintenir partout les candidats qui ont atteint la barre des 12,5 % requise par le code électoral pour être présent au second tour. Tapie est élu. Au Front, où les militants vivent très mal ce maintien et les conditions dans lesquelles Le Pen a pris sa décision. Ils flottent quelque chose », explique l'ancien conseiller en communication.

Il ajoute qu'à l'époque « on parle d'un accord, d'un volet financier, d'une rencontre sur le Phocée, le yacht de Tapie ». Un week-end, M. de Saint-Affrique « évoque la question » avec M. Le Pen. « Sa réponse, dit-il,

est sans ambiguïté : "Ce serait ridicule de faire tomber électoralement quelqu'un qui va nous être très utile dans nos rapports avec la droite et la gauche." »

En fait, c'est M. Tapie qui révélera à M. de Saint-Affrique la rencontre entre ces deux hommes qui, publiquement, se présentent comme des ennemis. Elle aurait eu lieu « le lendemain du premier tour », dans le bief du chef du parti d'extrême droite à Saint-Cloud. Interrogé, M. Le Pen aurait dit par la suite à son conseiller que l'entrevue avait duré « deux heures ».

**GÉNÉRAL M. MÉGRET**

Quel intérêt aurait eu dans cette histoire M. Le Pen ? D'un côté, il a obtenu la défaite de Fabre-Aubrespy, l'auteur d'un nouveau découpage électoral qui fut fatal au Front national en 1988 ». De l'autre, il a contrecarré les plans de son second, M. Mégret, coupable de brigner trop ouvertement sa succession au Front national. Ce dernier espérait en effet négocier avec la droite sa victoire à ces mêmes élections législatives, où il était candidat à Vitrolles, en échange

du retrait de M. Bariller à Gardanne. Francis Allouche, qui fut le bras droit de M. Tapie jusqu'à ce qu'il claie la porte après ce fameux accord avec M. Le Pen en 1993, nous a confirmé les très nombreuses « conversations téléphoniques de Tapie avec Le Pen ». Il avait également « la certitude » d'une rencontre, mais, dit-il, « j'en ignorais le lieu ».

M. Tapie, lui, dément. « Prétendre ça, ce n'est pas seulement me prendre pour un imbécile ! » a-t-il expliqué dans un entretien publié dans *Libération* daté 10-11 janvier, en qualifiant les propos de M. de Saint-Affrique « de délire total ». M. Le Pen parle, de son côté, « d'affabulations écoulées » et « d'indiscrétions de volet de chambre indétectable ».

Dans l'esprit de M. de Saint-Affrique, M. Le Pen et M. Tapie sont des créatures de François Mitterrand. Cette analyse permet de dédouaner la droite, alors que l'élu entend se porter candidat « indépendant sur une liste RPR-UDF » aux élections régionales.

*Christiane Chombeau*

IPAG

# POUR EN FINIR AVEC L'AN 2000

## CANAL+

**LES 14, 15, 16 ET 17 JANVIER 1998**

Pour en finir avec l'an 2000 et son lot de questions débiles ou sérieuses, CANAL+ organise quatre soirées complètes avec des documentaires, des émissions et des films. Sur les thèmes qu'il était beau l'an 2000 : Le Grand Flip et Les Gardiens du Temps. Finissons-en une bonne fois pour toutes avec l'an 2000.

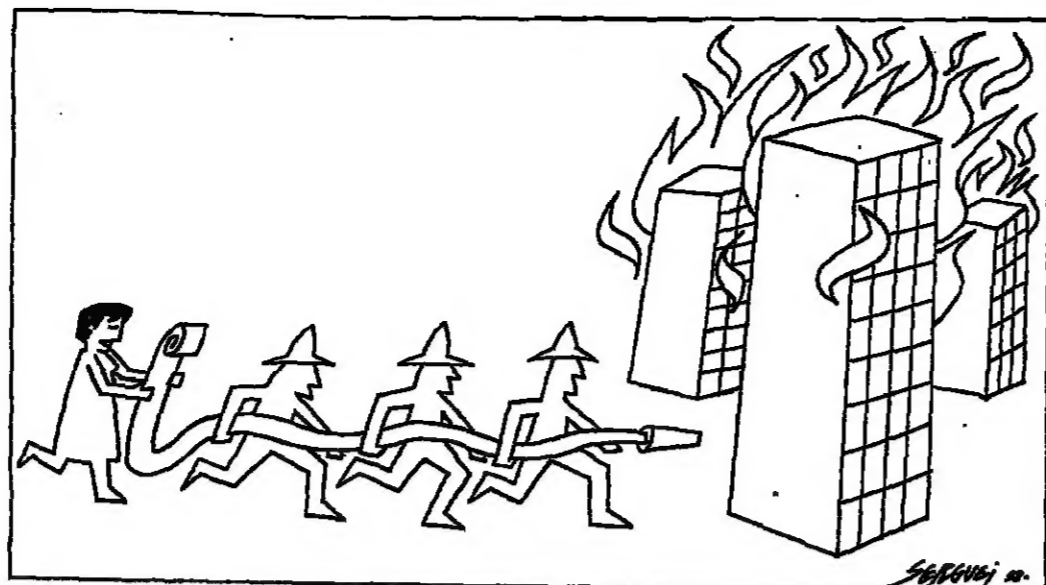
**DECOUVREZ DES MAINTENANT LES MUSIQUES DU FUTUR**  
(Double CD Digipack) disponible en FNAC et chez tous les disquaires

<b>EST-CE QUE LES POULES AURONT DES MAISONS EN L'AN 2000 ?</b>	<b>QU'EN SERA-T-IL DES BOYS BANDS EN L'AN 2000 ?</b>	<b>MON ORDINATEUR FERRA-T-IL LA VAISSELLE EN L'AN 2000 ?</b>	<b>ET LE ROMANTISME EN L'AN 2000 ?</b>
<b>QUI SERONT NOS VOISINS EN L'AN 2000 ?</b>	<b>EST-CE QUE CE SERA L'ENFER EN L'AN 2000 ?</b>	<b>GREFFERA-T-ON DES CERVEAUX EN L'AN 2000 ?</b>	<b>COMMENT MARCHERONT LES BATEAUX EN L'AN 2000 ?</b>
<b>COMBIEN MA TANTE EN AURA-T-ELLE EN L'AN 2000 ?</b>	<b>QUAND SONNERA L'AN 2000 ?</b>	<b>LA VIE BAT + FORT SUR CANAL+</b>	





... à l'élaboration d'un plan d'urgence pour les zones à risque de catastrophe...  
**nder Martine Aubry**  
 ... sera crée, probablement...  
 ... sécurité urbaine en recevant...



## La ville, sept ans de tâtonnements et d'attributions ministérielles en tout genre

**DU MINISTRE** d'Etat au simple secrétaire d'Etat, du portefeuille isolé au rattachement aux affaires sociales ou à l'aménagement du territoire, de Simone Veil à Bernard Tapie, la politique de la ville a déjà éprouvé en sept années d'existence de multiples configurations gouvernementales et personnalités diverses. La décision de créer un « ministère de la ville », prise par François Mitterrand, ne date en effet que de la fin de 1990, après des émeutes à Vaulx-en-Velin.

En nommant Michel Delebarre « ministre d'Etat chargé de la ville », François Mitterrand met en œuvre l'une des recommandations-clés formulées par les inventeurs de la politique de la ville : pour pouvoir animer un travail interministériel efficace, le ministre devra être un poids lourd du gouvernement. M. Delebarre lance alors les contrats de ville tandis que le parlement adopte la loi d'orientation sur la ville (LOV) et la loi sur la solidarité financière entre les communes.

lance pour la ville » (PRV), qui devait constituer l'un des grands dossiers d'Alain Juppé. Jacques Chirac, élu pour résorber la « fracture sociale », avait promis un « plan Marshall » pour les banlieues, autrement dit une forte intervention de l'Etat.

**« PLAN MARSHALL »**  
 Le gouvernement Balladur pérennise le concept de politique de la ville créé par la gauche et lui redonne du prestige en confiant à Simone Veil un vaste ministère « des affaires sociales, de la santé et de la ville ». La ville perd son autonomie pour être rattachée au « social ». M<sup>me</sup> Veil est alors soumise aux mêmes critiques qui visent aujourd'hui Martine Aubry, alors que son domaine de compétences était moins large : on lui reproche de ne pas être assez présente sur le terrain, de se préoccuper davantage du déficit de la sécurité sociale que des cités. Mais Simone Veil gomme partiellement cette impression en obtenant des fonds importants pour un « plan d'urgence » et en multipliant les visites de quartiers.

Pour la première fois, au prix d'un découpage complexe, la « ville » est confiée à deux membres du gouvernement : un « ministre de l'intégration » et de la lutte contre l'exclusion », Eric Raoult, et un secrétaire d'Etat aux quartiers en difficulté, Françoise Veyrinas. Le duo, forcément conflictuel, est remplacé, dès la fin de 1995, par un autre, en apparence plus serein, composé par Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration, et Eric Raoult, ministre délégué à la ville désormais placé sous les ordres du maire de Marseille.

Le « plan Marshall » ne verra pas le jour, mais le « pacte de relance » instaure des « zones franches » et des « emplois de ville » réservés aux jeunes des cités. La « ville » rejoint l'aménagement du territoire, avant de revenir, avec l'arrivée de Martine Aubry, dans le giron du social.

Pascal Ceaux

Ph. B.

## La recrudescence de la délinquance des mineurs inquiète les policiers

**LA DÉLINQUANCE** des mineurs connaît-elle une inquiétante recrudescence ? Lors des violences urbaines qui ont émaillé le mois de décembre 1997, les policiers de la sécurité publique ont interpellé autant de mineurs que de majeurs, a-t-on constaté au ministère de l'intérieur. Au total, du 1<sup>er</sup> au 31 décembre, 473 personnes ont été interpellées, principalement pour dégradation et destruction de biens publics et privés, coups et blessures avec ou sans armes, et agression contre les représentants des services publics (police, pompiers, chauffeurs de bus).

Parmi les mineurs, 103 ont été déférés au parquet ou présentés à un magistrat spécialisé : 19 ont été écroués, 43 ont été placés sous contrôle judiciaire, et 49 ont été convoqués devant un juge des mineurs. Les chiffres confortent l'impression ressentie par les policiers sur le terrain. Dans les opérations de maintien de l'ordre liées aux émeutes urbaines, ils sont confrontés à des individus de plus en plus jeunes, qui détruisent sans compter jusqu'au cœur de leur quartier.

Les chiffres réunis par le ministère de l'intérieur, sur l'ensemble de la France lors des onze premiers mois de l'année 1997, confirment cette tendance. L'exemple des destructions et dégradations de biens est une nouvelle fois frappant. Avec le vol, en particulier celui d'automobiles et de deux-roues, il constitue la principale infraction attribuée aux mineurs. Sur un total d'environ 55 000 personnes mises

en cause sur des faits de dégradation, un peu plus de 17 000 sont des mineurs, soit une proportion de 30 %.

Ce chiffre traduit une stagnation, par rapport à l'année 1996, où la proportion des mineurs mis en cause dans ce type d'infraction était de 30,89 %. En ce qui concerne les coups et blessures volontaires, sur 58 000 mises en cause, un peu plus de 8 500 concernent des mineurs. La tendance lourde est à l'accroissement sensible des mises en cause de mineurs. Lors des trois années 1994, 1995, 1996, l'augmentation s'est élevée à 55 %. De 1972 à 1996, le nombre des mineurs mis en cause pour crimes et délits est passé de 68 700 à 143 824.

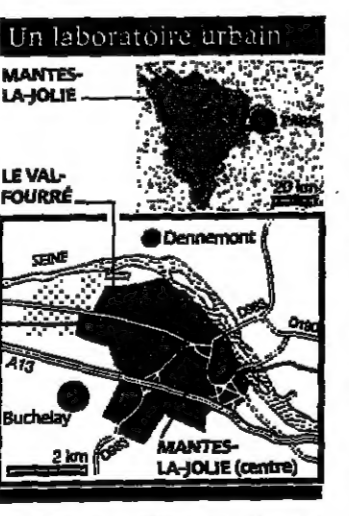
Sur le ressort de la préfecture de police (PF) (Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne), le phénomène est moins accentué. La part des mineurs dans la délinquance s'accroît lentement. En 1997, 10,66 % de la totalité des personnes interpellées étaient des mineurs, une proportion relativement faible. D'après la préfecture de police, elle est d'environ la moitié du chiffre constaté dans la banlieue parisienne, plus jeune dans sa composition démographique. A Paris, cependant, la progression est nette, puisqu'en 1993 la proportion des mineurs interpellés n'était que de 5,86 %.

La part des mineurs est particulièrement élevée dans les vols avec violence, où un auteur sur trois est un mineur. La proportion est de un sur cinq pour les atteintes

aux personnes, les vols à la tire et les vols d'automobiles. Elle est de un sur six pour les cambriolages, les vols à la roulotte et les destructions et dégradations.

Enfin, les statistiques de la préfecture de police révèlent que 43 mineurs ont été impliqués, comme auteurs, dans des affaires de viol en 1997, alors que ce chiffre ne dépassait pas dix, il y a seulement quelques années.

## de calme



personne ne le reconstruit. C'est plus rentable de faire son petit business tranquille. Et le marché parallèle, je peux vous le dire, il a explosé. Shit, hi-fi, informatique, fringues, chiens : on trouve tout. » « Le calme, mais à quel prix ? s'interroge à son tour une assistante sociale. Il y a ceux qui pensent pouvoir réussir. Mais surtout les désespérés, qui s'abîment eux-mêmes : fumeurs, de plus en plus ; intoxiqués à la drogue, aux médicaments, à l'alcool ; ou encore vivant des pratiques sexuelles presque mutilantes. Il y a ceux qui vont faire leurs conneries ailleurs, ou qui sont discrets. Enfin il y a la religion, qui structure les derniers. »

Dans l'hôtel de police, où il fut chef adjoint en 1992 et 1993, et à la tête duquel il a été nommé en novembre, le commissaire Marc Callarot ne se veut guère plus rassurant. A l'extérieur, les échos sont pourtant favorables. On loue la rapidité d'intervention et d'évacuation, par la police, des voitures incendiées.

On salue les interpellations éclairées, accomplies de préférence au petit matin. Certains jeunes as-

surent même avoir noté une baisse des pratiques humiliantes (mises à nu, insultes) ou des provocations. « Mais la délinquance, elle, a augmenté, grimace le commissaire. Des vols, de plus en plus avec violence, et par des gamins de plus en plus jeunes. C'est bien gentil d'être cool, mais on n'est pas payé de retour. Alors, à un moment, il y aura forcément affrontement. »

Une misère sociale généralisée, une économie parallèle largement répandue, un projet de développement fragile et une violence latente prête à exploser. D'où vient alors ce sentiment de léger mieux rapporté par la presse ? De ces jeunes qui continuent d'y croire, de ces éducateurs qui se battent, de ces associations qui tentent de réinvestir les cages d'escaliers que le Front national et ses 24,1 % aux dernières législatives rêvent d'occuper ? Sûrement un peu. De cette nouvelle génération de modèles, nés il y a vingt-cinq ans au Val-Fourré, aujourd'hui instituteurs ou travailleurs sociaux sur le quartier ? Sans doute aussi.

« Et puis il y a les médias eux-mêmes, sourit Fabim Benchouk, jeune responsable de Radio-Droit de cité, la station indépendante du quartier. Il y a peut-être eu une prise de conscience du mal qui avait été fait à Mantes. Ailleurs ça continue, mais ici, vous êtes plus prudents. Même TF 1, l'autre jour, ils ont fait un reportage sur un artisan à Mantes. »

Pour peu qu'il s'aventure au-delà du nouvel hôpital, Jacques Chirac aura l'occasion de voir de près les conséquences de cette fracture sociale qu'il entendait réduire lors de la campagne électorale pour les élections présidentielles. C'était en 1995, il y a déjà trois ans...

Nathaniel Herzberg

# Respirez !

Votre Saab 900 GPL pour 900 F\* par mois !

ENTRETIEN COMPRIS ET GARANTIE DE REPRISE AU BOUT DE 3 ANS.\*\*

**SAAB**

\* Modèle d'exemple : Saab 900 "Sens in Black" Coupé GPL - A.M. 98. Justes en alliage en accessoire. Financement en crédit. Les assurances facultatives, en vigueur du 1/01/98 au 31/03/98, réservent sur Saab GPL, toutes les garanties pour une Saab 900 "Sens in Black" Coupé GPL, vendue au prix de 131 200 F TTC, option Contre Incendie incluse, avec un apport de 60 000 F TTC, incluant le prix du Contrat d'Assurance, soit un montant mensuel de 88 000 F 00 remboursés de 900 F pendant de 24 mensualités de 2 912,70 F TTC (hors assureur garanti) 0,26%. Cela veut au crédit : 20 200,00 F. Votre concessionnaire d'origine a repris votre Saab 900 "Sens in Black" Coupé GPL au terme de 36 mois et 60 000 km pour un montant minimum de 25 100 F aux conditions stipulées dans le contrat de reprise (reprise/concessionnaire). Offre de crédit valable sous réserve d'acceptation du dossier par Saab Finance, département de CCL, homologuée générale de location d'équipement, S.A., au capital de 204 431 100 F, 88 avenue de France, 95708 Montigny-La-Croix Cedex. Saab 900 250 000 F.C. Rouleur Turbodiesel. \*\* L'entretien compris est dans le cadre du contrat Saab Excellence. Pour connaître précisément le contenu des prestations offertes, rendez-vous aux conditions générales des contrats Saab Excellence. Elles sont disponibles sur simple demande dans le réseau Saab. Pour connaître l'adresse de votre concessionnaire Saab le plus proche appelez 3615 Saab (2,20 F le min.). Offre valable chez les concessionnaires participant à l'opération et dans la limite des stocks disponibles.

... plences couvent sous une appa...  
 ... d'un gardien



74/11/150

(Publicité)

# Elisabeth Guigou veut réviser le droit de la famille

LA MENTALE DE...  
Elisabeth Guigou a annoncé...  
une proposition de loi...

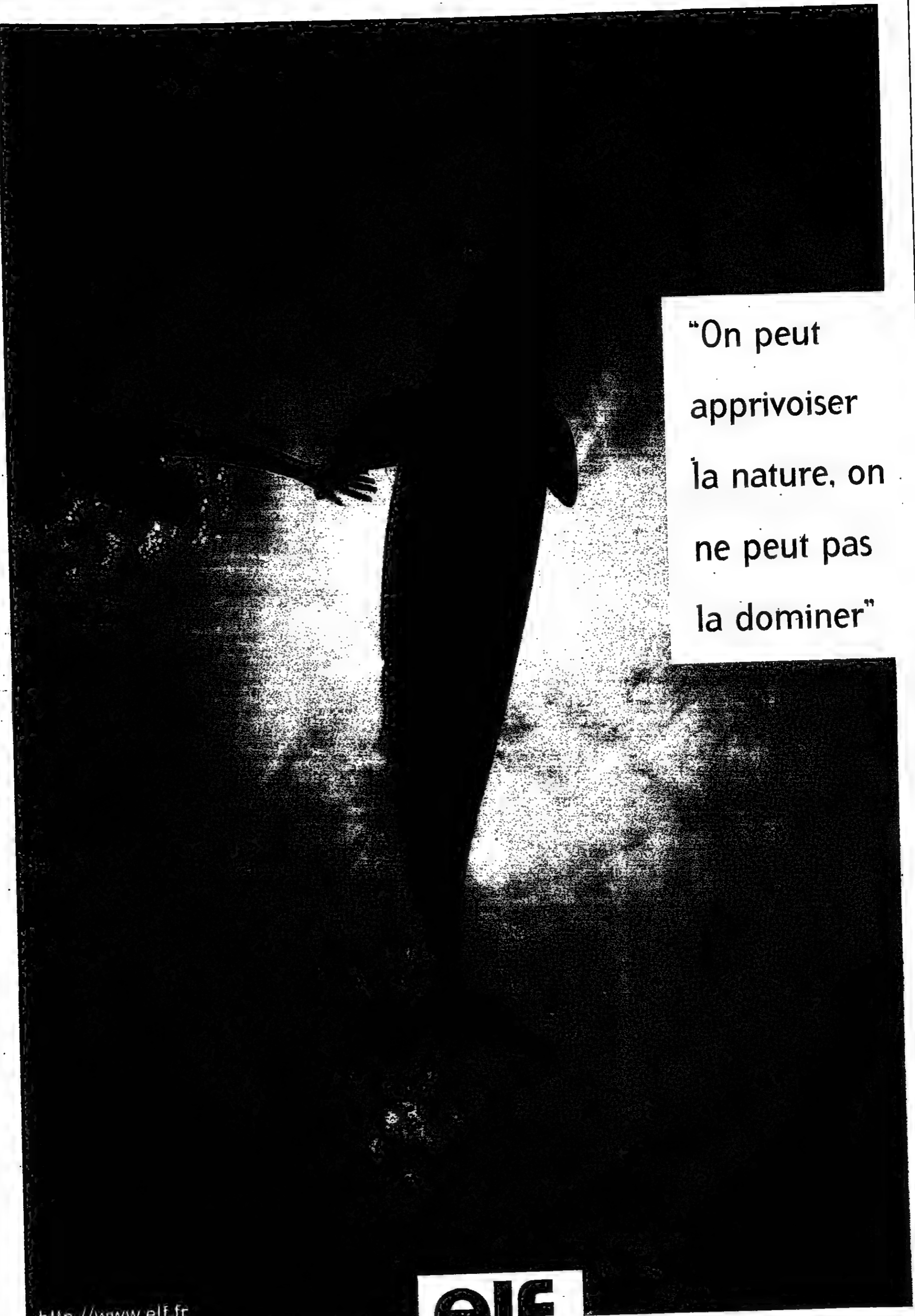
**DÉPÊCHES**  
Le ministre de la Justice...  
a annoncé la révision...  
du droit de la famille...

# Les français estiment que la corruption est la mort du « vivre-ensemble »

Un sondage de l'Institut...  
de sondage de l'Institut...  
de sondage de l'Institut...

**ANNUAIRE**  
des entreprises  
de France

Photo : Jeff Korman/Bias - BDDP



“On peut  
apprivoiser  
la nature, on  
ne peut pas  
la dominer”

<http://www.elf.fr>



Partout dans le monde **elf** L'Energie Humaine.

Retrouvez  
nos offres  
d'emploi





HORIZONS

ENQUÊTE

Les « chômeurs rebelles » d'Arras

Jeunes ou moins jeunes, licenciés ou à la recherche d'un premier emploi, chômeurs et sympathisants se sont rencontrés lors des occupations d'Assedic. Ensemble, ayant pris conscience de leur force et retrouvé le sens de la solidarité, ils n'entendent plus rester les principales victimes d'une société qui refuse de mieux partager les richesses

À l'entrée de la « Maison des sociétés », comme on nomme encore ici, à Arras, la Bourse du travail, Didier Barcade a déroulé sa chaussette, qu'il continue à tricoter en écoutant du Johnny. Ça fait quatre ans qu'il a commencé ; la chaussette mesure à présent 80 mètres de long. Il était licencié, il aimait la laine, l'ancien ouvrier boulanger de Bagnères-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées) s'est dit que c'était sa manière à lui de parler du chômage à l'heure « des terrinaux de cuisson et de la perte du goût ». Le voici à Arras ; mardi, il sera à Paris. Sur les murs de la Maison des sociétés, des affiches ont été placardées. Un poing fermé donne l'impression de faire voler une vitre en éclats. On y lit : « Chômeurs rebelles ». Aldo a dormi, en chien de fusil, sans couverture, près du radiateur. A 6 heures du matin, il a mangé une boîte de cassoulet avec Marcel : « L'enfoiré, il bouffait la viande, il me laissait les foyots ».

Christophe boîte encore : l'évacuation, samedi matin, des bureaux de l'Assedic par les gardes mobiles a été musclée. « Pût garbarit, qu'is disaient en me regardant, ramène-t-il. N'empêche qu'is ont dû se mettre à cinq pour me dégriser. Ils ne me connaissent pas. Moi, j'ai déjà cassé la gueule à des patrons ». Marie-Josée, vingt-sept ans, a fait un saut chez elle, pour changer de vêtements. Sa sœur, qui habite avec elle et élève seule un enfant, lui a demandé de « tenir ». Marie-Josée ne parle pas beaucoup, mais elle est là dès que s'ébauche une discussion, elle écoute. Marie-Josée touche un RMI de 1 815 francs. Elle dit seulement : « On ne lâche pas l'affaire, on ira jusqu'au bout ». Elle trouve que « les fils, ils n'étaient pas aimables. Quand je les ai vus avec leur casque... Ils ont tiré des femmes par les cheveux ».

Des affiches ont été faites à la hâte sur ordinateur. Elles dénoncent « les CRS qui matraquent les chômeurs, protègent le F.Haine ». Après l'évacuation et le repli à la Bourse du travail, les chômeurs d'Arras se sont reconfortés, samedi soir, en organisant une

petite fête. Comme d'habitude, deux cents à trois cents personnes sont venues apporter du vin, de la nourriture. Tout le monde a dansé, discuté. On cherche une nouvelle base. On espère que la Belgique va démarrer. Et pourquoi pas l'Allemagne ? Pourquoi pas les salariés ? Et les chômeurs, tous les chômeurs qui restent chez eux ? « Quand on nous dira "Bon, maintenant, arrêtez. Allez travailler", on arrêtera le mouvement », savoure Thierry devant une affiche proclamant : « Les chômeurs ne chôment pas : ils occupent ». « Ça y est : les paroles, ça juse de partout, ça sort, ça fusionne. Alors, maintenant, on veut du concret : du boulot, explique Malika. Les emplois-jeunes, au bout de cinq ans, on va les remplacer. C'est une manière de calmer la douleur. On n'en veut plus de ces calmants ».

Jean-Marie Honoré, le leader très médiatisé des chômeurs d'Arras, dit : « C'est pas normal, on nous a invités trop facilement à Matignon, pour casser le mouvement ».

« On nous a invités trop facilement à Matignon pour casser le mouvement. On promet le dialogue et on reçoit les coups de matraque. Nous sommes encore plus motivés »

On promet le dialogue et on reçoit les coups de matraque. Nous sommes encore plus motivés. Les gens veulent reprendre leurs droits, tout ce qu'on leur a volé. Nous sommes tous des "sans". Des "sans-travail", "sans-loi", "sans-droit", "sans-voix", "sans-identité". C'est pour ça qu'on s'est retrouvés immédiatement solidaires des sans-papiers de Lille. On a fait une collecte au péage de Fresnes-lès-Montauban, on a recueilli 9 000 francs. On leur en a donné la moitié, c'était naturel. Quand je vois les jeunes de mon quartier... A vingt-cinq ans, ils n'ont pas le droit de vivre. Le FN leur dit : "Révoltez-vous, cette société est pourrie, il faut se battre." Et ils se mettent en lutte du mauvais côté. Nous, on veut la réduction du temps de chômage. Cette région, on fait semblant de croire qu'elle existe. En réalité, on la raye de la carte. Nos élites saventent

que la richesse de la mine allait s'épuiser. Qu'ont-ils fait ? Rien. Nous, de cette époque de la mine, on a gardé une chose : la solidarité.

A côté, une jeune fille, habillée d'une veste pied-de-poule, pose son sac à main, embrasse quelques amis. C'est Renée, âgée de vingt ans, qui « ne touche rien, pas de RMI, rien ». Sans domicile fixe, elle allait chercher une attestation aux Assedic quand elle les a vus, ces chômeurs d'AC1 et du comité CGT. « Je me suis renseignée. Ils m'ont dit : "T'as qu'à venir avec nous. Ici, tu peux dormir, tu seras tranquille, tu peux nous aider." C'est vrai, on a l'habitude de se débrouiller tout seul. Ensemble, on découvre qu'on devient une force. Moi, je n'ai pas peur de le dire : j'étais prête à me suicider. Et là, je me suis retrouvée à Noël avec eux. On a bu quelques verres, on a dansé, on s'est balancé des bouteilles d'eau, on a allumé des feux de bengale dehors. On a bien rigolé. On se considère comme des frères et



sur la route de Soissons quand il a fait demi-tour en écoutant les informations sur son autoradio. « J'allais nettoyer les vases en bécotant quand, au début du mouvement, les pouvoirs publics menaçaient déjà d'employer la force. C'était trop, autant se faire virer avec eux ». Chauffagiste, Djemel travaille depuis dix ans pour des agences d'intérim ou des PME en sous-traitance. Mobile, flexible, il passe une grande partie de sa vie en région parisienne. « Le dernier chantier a duré sept mois ; le seul contrat que j'ai eu portait sur quinze jours ». Parfois, il fait des remplacements de chauffagiste-dépanneur. Il va dans les appartements. « C'est là que je me suis rendu compte que la misère était partout. Putain ! Les gens, ils l'ouvrent la porte, ils sont gênés, ils s'excusent. Tu la vois, ils n'ont rien, ils sont seuls. La misère, on l'entrevoit. Quels sont les chiffres au juste ? 7 % de la population possède 50 % de la richesse nationale, ou peut-être plus, c'est ça ? »

DJEMEL se faufille dans la salle de réunion transformée en dortoir. Il revient avec quelques-uns des 350 dossiers de demande d'aide d'urgence que le comité d'occupation a aidé à rédiger avec les personnes concernées. « Il y a une case pour justifier pourquoi tu as besoin d'aide. Tu dois le dire en trois lignes ! » Djemel montre les dossiers. Dans la case, on lit l'écriture de cet homme qui perçoit 2 800 francs : « Après avoir payé le loyer et diverses factures, je ne peux vivre décemment avec la somme d'argent qui me reste », déclare-t-il. Un couple, avec 2 200 francs et un enfant : « On a besoin d'argent et on ne sait plus comment faire. Es-

faute de moyens ». Djemel raconte comment il a reçu, pendant l'occupation de l'Assedic, des gens perdus, laissant s'accumuler les dettes, et, « en même temps, un honneur à défendre. Ils voulaient payer. On leur demandait de ramener les documents. On sentait que les gens retrouvaient leur dignité ».

Il trouve que « c'est incroyable, cet isolement. Dans la vie de tous les jours, on se désolait. On ne viendrait même plus à l'idée de prendre quelqu'un en stop aujourd'hui. Le voisin est devenu indifférent. Le médecin, pareil. Pourtant, on est dans un pays civilisé. On voudrait nous faire croire que l'économie est une science exacte. On nous balance des statistiques. A-t-on le pouvoir de les contrôler ? On vit une programmation des cerveaux, un conditionnement : "Il faut redonner confiance aux ménages." On se retrouve dans des grandes surfaces, avec une carte pour chaque boutique. On paye, on ne s'en rend pas compte. Tout devient virtuel. On se retrouve bouffé, coincé par ce système et personne ne descend dans la rue ».

Pour Djemel, ce mouvement est une « grève », une grève comme autrefois. « Les communistes, les Verts, ils viennent nous apporter de la bouffe. Les gens retrouvent un lien collectif, fraternel, c'est la fusion. Incroyable ! Moi, je suis beur. Des fois, dans la vie, je les sens les "petites barrières". Là, dans cette grève, jamais. » Il dit que rien n'est acquis : la démocratie, les congés



payés, la Séca, « il a fallu des luttes, des révolutions, des échecs, recommencer encore. Nos parents sont sortis dans la rue. Et nous ? » « On est le peuple ! s'exclame-t-il. C'est nous qui décidons. On ne vote que pour désigner des exécutants qui mettent en œuvre le programme pour lequel ils ont été choisis. On n'attend pas des miracles, mais le respect de la parole donnée. En Algérie, ce sont les militaires qui ont le pouvoir absolu. En France, c'est le patronat. Avec la même rigueur implacable, bête et disciplinée, il veut atteindre ses objectifs. Pourtant, nos élites ont merdé, n'ont pas su s'adapter à temps. Les Etats-Unis, le Japon ont pris de l'avance. Et ce serait à nous de payer le retard ? » Dans le hall de la Maison des sociétés, pendant le bal, les hommes et les femmes s'arrêtent de danser et cèdent en se regardant : « Tous

peurons une amélioration rapide financièrement pour un droit de vie normal minimum. » Un autre couple, avec 3 500 francs, deux enfants, le mari licencié, en procédure devant les prud'hommes : « On a besoin d'argent. Beaucoup de factures et peu de ressources. On ne sait pas quoi faire. La justice est si lente. » Un jeune de vingt-cinq ans, qui touche 1 700 francs et cotise 200 francs par mois à une mutuelle : « Je ne peux vivre décemment, honorer mes dettes et effectuer une recherche d'emploi normale

ensemble ! Tous ensemble ! » Puis : « Jospin, t'es foutu, les chômeurs sont dans la rue. » Retraîtée de l'éducation nationale, Christiane, grande dame énergique, se fait appeler « mamie ». Militante au PS et au mouvement AC1, elle est l'une des premières à avoir occupé nuit et jour, parce qu'il faut « envoyer un électrochoc ». « J'ai trop regretté qu'en 1981 il n'y ait pas eu de mouvement social. Il ne faut pas recommencer, avertit-elle. Je suis au PS, mais il ne faut avoir confiance en personne. J'habite un quartier populaire, Beaumont, où j'ai enseigné pendant vingt-cinq ans. En ce moment, il y a 40 % de chômeurs, de plus en plus de jeunes entre dix-huit et vingt-cinq ans qui sont mis à la porte de chez eux parce que, sans boulot, ils sont devenus des charges pour les familles. Il y en a huit qui errent comme ça dans le quartier ».

CHRISTIANE comprend qu'il n'y ait pas plus de monde à rejoindre le mouvement : « Les gens sont cassés ». En même temps, elle se dit que « les explosions sociales, les révolutions viennent toujours de minorités ». Ça, « mamie », se proclame volontiers « révolutionnaire ». « C'est vrai, je suis en train de le devenir. Il faut bousculer ces gens du pouvoir trop confortés dans leurs certitudes. L'économie n'est pas vacillante. Il y a un problème de partage des richesses. Je me suis fâchée avec mes amis de la CFDT. Ils me reprochent d'être manipulable ; en fait, ils sont très culpabilisés. L'évolution des mentalités doit suivre l'évolution technique. Le patronat doit céder. Il faut partager le travail à 32 heures. Pendant ce mouvement, je vois des gens qui vivent avec 20 francs par jour. Une pénalité qui doit payer 410 francs de pénalité à la Compagnie générale des eaux pour une facture de 200 francs. L'ann. dans cette région, c'est un scandale à enchaîner-elle. Quand on connaît la puissance financière de la CGE, qui a réglé tous les marchés ! »

Christiane rêverait d'une mobilisation « comme en 1945. Il y avait de l'espoir. Ça qui est démorissant, aujourd'hui, c'est que les gens sont repliés sur eux-mêmes. Ici, dans le mouvement, les gens d'origines et d'horizons très différents se retrouvent. On apprend des autres. Il y a un courage, une dignité incroyables. Sans emploi, on a le sentiment d'être cassé, tout le monde a besoin d'une reconnaissance, c'est vital ».

A côté d'elle, une autre « dame », Henriette, cinquante-huit ans, habillée en tailleur, a été licenciée au bout de vingt-cinq ans d'ancienneté dans une multinationale dont elle veut taire le nom.

Assistante technico-commerciale, elle ne comptait pas les heures supplémentaires quand on lui a dit qu'elle faisait partie d'un plan « social ». Il y a trois ans. « Encore, aujourd'hui, j'ai du mal à le dire : je suis chômeuse. Les six premiers mois, c'était terrible. J'ai souffert du comportement des gens, ils me regardaient comme si j'avais une maladie. Ils avaient peur. Une psychothérapie, au début, m'a aidée. Et, pour la première fois de ma vie, je me suis mise à militer. J'ai rejoint AC1. Je me forçais à ne pas rester seule. A cinquante-huit ans, j'ai fait mon deuil du travail. C'est encore une sacrée souffrance. Maintenant, je lis tous les journaux. J'ai une faim de comprendre ».

Elle est heureuse d'être dans ce mouvement, satisfaite aussi que « le gouvernement, pour la première fois, ait accepté de nous recevoir ». Elle est à l'aise aux côtés de Didier, trente-cinq ans, gardien d'immeuble HLM, dont le père, au RMI, « est obligé de vivre chez ses propres parents ». « Quand je vois les emplois-jeunes, ce sont les bac + 2 qui vont en profiter. Pas nos ramins des cités ».



# d'Arras



Arras, Samedi 10 à 21h, barbeque dans la jardin de la Maison des Sociétés Joggins et Nike Tailleurs et Tailors HANTS

« C'est vrai que, demander du travail, d'une certaine manière, c'est demander le droit d'être exploité, enchaine ce militant CGT. Enfin, pas tout à fait. Car une fois qu'on aura tous du boulot, on sera plus solidaires, on pourra davantage revendiquer, espère-t-il. De toute façon, il faut qu'on ait les moyens de vivre. On crève de faim quand on travaille, on crève de faim quand on ne travaille pas. L'augmentation de l'essence de 10 centimes, ça fait 5 milliards dans les caisses de l'Etat. C'est ce qu'on demande pour les chômeurs. Là, on aurait l'impression de payer pour quelque chose. Il faut faire des choix dans les dépenses. Il faut penser au peuple. »

**P**ATRICIA a failli pleurer. Puis elle a contrôlé ses larmes et évoqué la caillerée de préparation chocolatée qu'elle prenait pour unique déjeuner. Elle se voit encore allongée sur le lit, dans son studio, le corps enfiévré, les jambes recouvertes de plaques après la piqûre d'une tique. Elle était allée chercher une nouvelle vie dans le Midi, n'avait trouvé que des extras de serveuse « au noir » dans un restaurant près d'Orange. Elle ne mangeait plus, maigrissait. Il fallait se lever, ramasser une dernière fois un peu d'énergie, prendre le dernier billet de 500 francs qui lui restait car elle n'avait pas payé le loyer. Elle descend dans la rue. Un passant la voit, chancelante, aveuglée par la lumière, la conduit chez le médecin. Patricia n'est plus inscrite à la Sécurité : elle paie le médecin, puis 350 francs de médicaments chez le pharmacien, omet de faire une prise de sang, puis de sentir, sans argent, de sentir la fièvre baisser, de sentir un peu de vie pour sortir

à nouveau, faire du stop et retrouver la famille à qui elle a menti. Ce père, ouvrier dans une entreprise de travaux publics qui, à cinquante-cinq ans, touche 6 500 francs au bout de trente ans d'ancienneté. Cette mère qui, à quarante-quatre ans, s'est remise au travail et touche 800 francs par mois comme aide-ménagère. Ce frère, ouvrier boulanger, embauché après un contrat d'apprentissage, qui travaille dix heures par jour, gagne 3 100 francs par mois et doit « fermer sa gueule » parce que « le problème, c'est la crainte ».

Aujourd'hui, âgée de vingt-quatre ans, Patricia vit en famille : « On est unis, on ajoute nos salaires, la maison tourne comme ça. » Elle, elle gagne 400 francs par mois pour quelques heures d'aide-ménagère. « Je vis avec ça. Ça m'arrive de l'économiser, ça me fait 300 francs le mois suivant pour une petite dépense. » Un jour, par hasard, alors qu'elle était allée aux Assedic demander une attestation, « ils se sont rendus compte que, finalement, j'avais droit à 365 jours d'indemnités supplémentaires. Ils ne m'auraient pas prévenue si je n'y étais pas allée. Ils le découvraient avec moi. J'ai touché 20 000 francs d'un coup ». Patricia a donné l'argent à ses parents, en a profité pour s'habiller, a fait des petits cadeaux, « un peu comme si j'avais gagné au Millionnaire ». Dans un an, elle touchera le RMI. « Évidemment, ça me fera un petit plus. Je pourrai m'acheter des timbres, écrire parfois. »

Elle a appris le traitement de texte sous Windows pour compléter sa formation de secrétaire. Un emploi, un vrai, même un contrat à durée déterminée ? « Ce serait

idéal, mais c'est du rêve, dit-elle. Il faudrait que ça change. Si notre mouvement faisait boule de neige, ça changerait. » Mais elle a une sorte d'intime conviction que du boulot, comme il en existait auparavant, elle n'en retrouvera pas. Une responsable de la CGT proclamait avant le bal : « Nous ne sommes pas responsables de cette situation de précarité, de sous-emploi, mais on a une part de responsabilité si on laisse faire. » Patricia pense exactement cela. Au moins, elle n'aura rien à se reprocher. Elle aura bougé. Elle prend son café après avoir squatté une nuit à la Bourse du travail. Une rumeur circule : une femme, au chômage, s'est suicidée dans la nuit à Beaurains, près

Tour à tour agent de sécurité, chauffeur, livreur, Christophe est révoqué contre les CDD et le système de primes d'Etat que les patrons empochent en embauchant des jeunes pour mieux les virer et en embauchant d'autres. « Nous, les jeunes, on n'est pas des cochons. Les patrons nous achètent et ils nous jettent. Autrement, il faut travailler au noir. Y en a marre ! Les patrons ne respectent plus le droit. Ce sont eux les voyous, pas les jeunes qui brûlent des voitures, les débousoles qui s'en prennent plein la gueule dans les tribunaux. Eux, les patrons, on ne les voit jamais devant les tribunaux. Et pourtant, les magouilles, ça y va. Quand est-ce qu'il y aura une vraie justice ? »

**« Les gens veulent reprendre leurs droits, tout ce qu'on leur a volé. Nous sommes tous des "sans". Des "sans-travail", "sans-toit", "sans-droit", "sans-voix", "sans-identité" »**

d'Arras. « Elle aurait pu venir avec nous, dit Patricia. Voilà le drame du chômage, et ça continue. » Christophe, vingt-quatre ans, se remet, lui, de sa lésion de la rotule, après avoir été projeté à terre par les gardes mobiles. « On les regardait dans les yeux les flics, ils n'en menaient pas large. Pendant deux heures, on daignait face à face. Certains avaient honte. Quand ils ont vu les caméras, ils se cachaient le visage. Ils auraient pu déboîter. Quand un ordre est injuste... On s'est allés les défendre. Eux aussi, ils ont des enfants ou des femmes au chômage. On fait partie du même peuple. »

Christophe n'a plus peur de rien. Un préfet, un membre de la haute administration ne l'impressionnent plus. Pendant l'occupation de locaux, des inconnus sont venus. « Plein de gens qui ne se connaissent pas ont dormi ensemble. On a vaincu nos peurs. Ça aurait pu mal se passer, mais non. » Il estime que la légitimité de ce mouvement est à chercher là, dans la fraternité. « C'est pour ça que je me suis mis en colère quand le préfet m'a demandé si j'étais élu. Je lui ai répondu que, si il ne se bougeait pas pour les jeunes, j'allais habiter chez lui avec mes copains. J'ai plein de copains qui sont à la rue. Le pré-

fet m'a répondu : « Vous avez toujours le droit d'essayer. » Thierry, autre « grande gueule » du mouvement, ouvrier boucher de trente et un ans, ne décolère pas contre les Assedic, l'ANPE. « Comme par hasard, cette semaine, on me fait deux propositions de CDD, avec rendez-vous obligatoires. Alors que, pendant des années, je n'ai eu aucune offre d'emploi. » Au travail depuis l'âge de quatorze ans, Thierry se souvient de ses deux dernières places. « Dans un abattoir, je bossais de 1 heure à 19 heures. Ensuite, dans une boucherie industrielle, le patron a voulu me forcer à vendre de la viande avariée. Le frigo était en panne depuis quatre jours. J'ai refusé, il m'a licencié. »

**D**ÉGOÛTÉ du métier, au chômage, il doit convaincre sa femme qu'il n'est pas devenu fou. « Elle croyait que je le faisais exprès. Je l'ai envoyée voir le patron. Pas à l'aise, il a refusé de lui parler. Avec la peur du chômage, ils ont tous les droits et, nous, faudrait tout accepter ; c'est ce que je lui disais à ma femme. » Thierry avait décroché un contrat emploi-solidarité dans une maison de retraite. « Qu'est-ce qu'il m'a fait du bien, ce CES ! Je lavais les vieux, je leur donnais à manger, je les sortais dans le jardin. Même s'il fallait pas hésiter à mettre, comme on dit, "les mains dedans", ça me changeait de mon autre métier, qui m'avait trop dégoûté. Je voulais passer les concours d'aide-soignant. On m'avait étalé les heures de travail sur toute la journée, je ne pouvais pas assister aux cours de remise à niveau. Au concours, on était cent trente candidats, ils en retenaient seize. Il y avait des BTS, des bacheliers. Et moi, sans formation. »

Aujourd'hui, père de deux enfants, Thierry touche 1 600 francs des Assedic. « Ce mois-ci, j'ai payé la redevance télé, la facture EDF. Mes frangins m'ont donné 1 000 francs et j'ai payé une facture d'eau de 760 francs à la Générale des eaux. Ma mère m'a aidé un peu, mais je dois la rembourser. » Thierry accumule les petits boulots au noir. Il tue encore des cochons qu'il découpe et fait griller en douce, multiplie les déménagements, les travaux de jardinage, des vacances pour « des organisations de sécurité ». Il était heureux d'occuper le Crédit lyonnais, une journée, à Arras. « L'Etat l'a renfloué de 200 milliards de francs et n'est pas capable de nous donner 6 milliards à nous, les chômeurs. » Il jubilait, le premier jour de l'occupation, à parler sur un autre ton au directeur de l'Assedic. « Je lui ai dit : "Vous, maintenant, si-si-te !" Et il s'est assis. » Il est satisfait d'avoir déjà touché un chèque de 2 000 francs : « Je vais pouvoir rembourser ma mère. »

Il énumère les revendications nées du mouvement et les balaise d'un trait de main : « Qu'ils donnent d'abord un emploi pour tout le monde. Parce que, l'an prochain, on ira piller les magasins. Et là, ce ne sera plus les jeunes ; ce seront des gangs d'adultes. Y a du boulot puisqu'un patron est capable de faire faire des heures supplémentaires sans les payer. Faut les taper, les patrons. La tunc, c'est eux qui l'ont. » De toute façon, Thierry explique qu'il ne peut plus tourner en rond comme ça. « Envisager de rester chez moi, de regarder la télé, avec un pack de bière. Me regarder crever et voir mes enfants crever aussi, ça non ! » Il a été ulcéré par l'attitude de « Blondel et de Notat, lamentables. Du côté de l'élite, ce sont eux, les vrais démagogues. »

Il demande aux hommes politiques « de gauche », aux syndicalistes de vivre un mois, « un mois seulement » avec ses revenus. Il voudrait voir « comment ils se démerderaient avec 1 600 francs par mois. Ils ne pourraient même pas envisager de faire tout ce qu'on fait, pas le mental. »

« Ils étaient habitués à ce qu'on se taise. Maintenant, les Assedic deviennent à jamais le symbole, le lieu de la mobilisation. Les chômeurs ne s'y rendront plus comme avant », pense Diemel. « Qu'on arrête de parler à tout bout de champ des exclus, quand on continue à exclure en douce », s'insurge Eric, vingt-cinq ans, au RMI. « Encarté au PS, mais prêt à déchirer ma carte parce que, dans socialisme, je pensais qu'il y avait social ». Il faut arrêter de douter, ajoute Sandrine, trente-trois ans, mère de deux enfants, qui se demande parfois si elle est « vraiment capable » de bosser. Arrêter aussi de prendre les demandeurs d'emplois pour de futurs esclaves : « J'ai fait un SIVP payé 3 000 francs, dans un hôtel restaura-

rant. De 11 heures jusqu'à 3 heures le lendemain : les chambres, le service en salle, des fois la préparation en cuisine, la plongée. Une autre fois, un TUC, payé 1 250 francs pour garder six enfants. Ensuite, trois mois dans un atelier de confection faites, livrées, le patron avait pris la fuite », retrace Sandrine. « Il faut arrêter. » « En France, on va décider de faire du social au lieu de la violence. On vit une révolution industrielle. Depuis toujours, on a une tradition de bien-vivre pour tout le monde dans ce pays. Si le gouvernement ne fait rien, ça va aller très mal, menace Nicolas, vingt-quatre ans, qui tente des études de droit avec son allocation de formation-reclassement. Quand on voit les actions d'une multinationale monter en flèche parce qu'elle licencie dix mille personnes, ça ne peut qu'engendrer de la violence. La Bourse, c'est une institution. Mais une institution, ça se brûle. Une fois que les financiers auront tout le fric et que le reste de

**« Attention, c'est le dégoût de la vie qui nous guette. Les gens, tellement écoeürés, vont se suicider »**

l'humanité n'aura plus rien, on sera bien avancé. Mais nous, on deviendra méchants, violents. Jospin se dit de gauche. Pour l'instant, il protège le capital, qu'il veut juste un petit peu taxer », s'enflamme le jeune homme.

Monique, cinquante-quatre ans, secrétaire dans une association d'insertion, redoute une marche « vers une société fasciste. Les premiers exclus sont les handicapés, les timides, les gens qui n'ont pas de diplômes. On n'a pas le droit d'être faible. D'ailleurs, c'est quoi être faible ? Souvent, les gens que je côtoie sont incroyablement forts. N'est pas faible celui qu'on croit. Dans notre société, être fort, ce serait de frapper ou de marcher sur les autres ? »

**H**ÉLÈNE, professeur de mathématiques, militante à l'AC ! et chez les Verts, se réjouit que « les premiers méprisés, les hors-jeu, remettent le mieux en cause les règles du jeu ». « Après le mépris, la tentative de pourrissement, les interlocuteurs sont bien obligés de reconnaître que ce mouvement a un sens. On aurait pu imaginer un gouvernement de gauche se servir de ce mouvement, de cette aubaine pour peser contre le patronat. Non. Pour eux, la politique, c'est encore un truc de professionnels. Tout devrait partir d'eux. Pour moi, la politique, ce n'est pas faire semblant de savoir à la place des gens. C'est de faire en sorte que la société tout entière produise du politique. Avec ce mouvement, on avait cette chance. Jospin ne veut pas la saisir. Il reprend les vieux réflexes d'avant. Ils ne veulent pas donner les moyens aux gens d'être autonomes. Ils préfèrent instituer des parcours de quémandeur. Avec, en prime, les discours moralistes : un pauvre doit consommer avec rationalité. On leur met des gens, des assistants qui croient penser pour leur bien. C'est à gerber. »

Quelle est la valeur d'une économie « performante » qui laisse 7 millions de chômeurs et de précaires sur le bord de la route, se demandent les militants d'Arras. Qu'est-ce qu'elle vaudra cette Europe qu'il faut construire si, en même temps, elle détruit autant de monde ? A Arras, on croise les doigts pour que la Belgique « bouge, elle aussi ». Jean-Marie Honoré se dit persuadé que « le gouvernement a très bien vu qu'on avait raison. Il veut faire croire que ce n'est pas possible de recréer de l'emploi tout de suite. Il voudrait qu'on accepte seulement les 35 heures, et encore en l'an 2000. »

Le leader d'Arras, âgé de trente-sept ans, dit qu'il appartient à une génération qui avait arrêté de se battre. « La suivante, elle ne veut plus appartenir à cette société. Elle ne veut plus se contenter du Millionnaire à la télé. Si tous ceux qui regardent ce jeu déclaraient de se battre collectivement ! », rêve-t-il. « Attention, c'est le dégoût de la vie qui nous guette. Les gens, tellement écoeürés, vont se suicider. » Ici, on voudrait croire que le mouvement ne va jamais s'arrêter.

Dominique Le Guilledoux  
Dessins : Jean-Pierre Cognat







150 150

# ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 14 JANVIER 1998

**SONDAGE** Le cabinet de conseil Arthur Andersen et l'institut de sondages BVA ont mis sur pied depuis un peu plus d'un an un « observatoire de la place de Paris ».

régulièrement des gestionnaires, des responsables de différents marchés, des dirigeants d'établissements financiers, des économistes et des analystes, l'observatoire doit permettre à la fois

de prendre le pouls de la conjoncture et de se faire une idée sur leur sentiment face aux évolutions économiques et politiques.

estiment qu'elle va affecter les marchés encore plusieurs mois et même 15 % plus durablement, elles anticipent en majorité (54 %) une hausse dans les trois mois de l'indice CAC 40.

## La crise asiatique devrait encore affecter les marchés pendant plusieurs mois

Selon une enquête réalisée en décembre par Arthur Andersen et BVA, les milieux financiers parisiens estiment en majorité que les turbulences vont se prolonger. Mais ils sont optimistes sur l'évolution des économies européennes et de la place de Paris

LA CRISE asiatique est loin d'être terminée, mais les milieux financiers restent optimistes à Paris sur la conjoncture européenne et l'évolution de la Bourse.

une échelle européenne les valeurs de leurs portefeuilles, dans les différents secteurs d'activités. En clair, ils arbitreront, par exemple dans l'automobile, entre Peugeot, Renault, Volkswagen, Mercedes, Fiat et BMW sans considération de nationalité.

Les obstacles à l'investissement sur la Bourse de Paris

Table with 4 columns: Obstacle, Dec 1997, Jul 1997, and a percentage column. Rows include: Méfiance à l'égard de l'interventionnisme de l'Etat, Fiscalité applicable, Risques de perte de valeur, etc.

Face au gouvernement Jospin, l'attitude des opérateurs semble, à l'image de l'opinion publique, plutôt compréhensive. Pour l'essentiel, ils donnent acte à ce gouvernement de son engagement européen et ne redoutent pas de dérive budgétaire ou inflationniste.

Concernant enfin les handicaps de la Bourse de Paris, il s'agit avant tout et sans surprise de l'interventionnisme de l'Etat (cité par 47 %) et de la fiscalité (cité par 24 %).

Une démarche intéressante à la veille du lancement de l'euro, dont une des conséquences va être de transformer radicalement l'industrie financière.

EURO IRREVERSIBLE Ils anticipent également une poursuite de la convergence en matière de taux d'intérêt entre le nord et le sud de l'Europe.

Dans l'ensemble, les sondés sont assez optimistes sur la conjoncture en Europe et en France et sur le comportement de la Bourse parisienne.

anticipent en majorité (54 %) une hausse dans les trois mois de l'indice CAC 40.

Les personnes interrogées perçoivent bien la nécessité pour le gouvernement de donner un certain nombre de gages à sa majorité et à son électeur, comme l'instauration de la semaine de travail de 35 heures et les modifications apportées aux privatisations.

Il n'est pourtant pas sûr que, dans cinq ans, la Bourse de Paris ne soit pas intégrée à un ensemble bien plus vaste.

## La détermination américaine à soutenir l'Asie rassérène les opérateurs financiers

LE CALME semblait revenir, mardi matin 13 janvier, sur les places financières internationales. Les Bourses asiatiques, qui avaient plongé la veille, se redressaient.



harto reconnaît la nécessité de prendre des mesures fermes du type de celles en discussion avec le FMI pour créer la confiance et consolider les bases de la prospérité dont jouit l'Indonésie.

tenu de la dégradation de la situation économique et monétaire observée depuis dans le pays.

Philip Tose, le président de Peregrine, déclaré en liquidation, lundi 12 janvier au soir, a expliqué mardi l'enchaînement des faits qui ont provoqué en moins d'une semaine la chute de la banque d'affaires de Hongkong.

« maintenant prise en main ». « Nous devons être conscients qu'il peut y avoir un impact potentiel de la crise en Asie du Sud-Est », a précisé M. Tietmeyer.

RÉSISTANCE DE WALL STREET La séance de lundi avait été marquée, sur les marchés financiers occidentaux, par une nervosité extrême des opérateurs.

Wall Street a gagné 0,83% lundi 12 janvier, malgré le plongeon des Bourses asiatiques observé dans la matinée.

ACTION CONCERTÉE Le numéro deux du FMI, Stanley Fischer, a pour sa part annoncé lundi que son organisation renouait à exiger du gouvernement indonésien qu'il dégage un excédent budgétaire en 1998.

La chute racontée de la banque Peregrine

Philip Tose, le président de Peregrine, déclaré en liquidation, lundi 12 janvier au soir, a expliqué mardi l'enchaînement des faits qui ont provoqué en moins d'une semaine la chute de la banque d'affaires de Hongkong.

Certains analystes, comme Byron Wien, de la banque américaine Morgan Stanley Dean Witter, n'excluent plus une action coordonnée des grandes banques centrales pour abaisser leurs taux directeurs et injecter des liquidités dans le système financier mondial.

En Indonésie, qui reste au centre des préoccupations actuelles des opérateurs, le climat s'est légèrement détendu, mardi, après l'annonce d'un assouplissement du plan de rigueur économique mis en place par le FMI.

Le dilemme est cornélien: le premier qui admettra que la crise asiatique va sérieusement affecter la croissance mondiale sera accusé d'en aggraver les effets.

forte que prévu, mais elle sera compensée par l'amélioration par rapport à nos prévisions initiales sur la demande domestique.

présent, les économistes estiment que les pays européens souffriraient moins que les Etats-Unis du typhon asiatique.

qu'il annulait un investissement de 500 millions de dollars au Texas et en ajoutant un autre, de 450 millions de livres, en Grande-Bretagne.

Par effet de domino, la faiblesse de la demande asiatique va toucher les pays producteurs de matières premières.

COMPTOIRS MODERNES. Le chiffre d'affaires provisoire consolidé TTC de l'année 1997 s'élève à 36,53 milliards de francs en progression de + 8,1 %.

Enseignes	En millions de francs	% 97/96
• STOC	26.432	+ 8,1
• COMOD - MARCHÉ PLUS	2.859	+ 5,4
• SUPECO (Espagne)	2.327	N.C.
• CARREFOUR (pour 50 %)	4.914	+ 1,9
TOTAL	36.532	+ 8,1

« Tant que les monnaies ne sont pas stabilisées, il est difficile d'évaluer l'impact réel de la tourmente asiatique sur la croissance mondiale », estime un économiste.

L'ALLEMAGNE TOUCHÉE Si la France semble pour l'instant épargnée, l'Allemagne risque d'être plus sévèrement touchée.

S'il est encore trop tôt pour évaluer l'impact réel de la crise asiatique sur le commerce mondial, les premiers signes d'un ralentissement se font déjà sentir sur les échanges mondiaux.

Le montant des réserves nettes de devises du pays, de 6 milliards de dollars en 1997, correspond à moins d'un mois d'importations.

Siemens et commune

Babette Stern







Je Plus 1520

RÈGLEMENT MENSUEL

MARDI 13 JANVIER
Liquidation : 23 Janvier
Taux de report : 3,63
Cours relevés à 12h31



+0,78%
CAC 40 : 2884,89

Table of French stock market indices and values, including CAC 40, DMC (Dollars M), and various sector indices like B.N.P., Lyonnais, etc.

Table of French stock market values, listing companies like Legris, Lactalis, L'Oréal, and their respective prices and changes.

Table of foreign stock market values, including companies like Unibail, Union Asset, and others.

Table of foreign stock market values, including companies like LCI, Ito Yotodo, and others.

COMPTANT

Table of bond and commodity prices, including OAT 95-98, OAT 97-99, etc.

ACTIONS FRANÇAISES

Table of French stock market values, listing companies like Airbus, Alcatel, and others.

ACTIONS ÉTRANGÈRES

Table of foreign stock market values, including companies like Air France, Alcatel, and others.

ACTIONS ÉTRANGÈRES

Table of foreign stock market values, including companies like Air France, Alcatel, and others.

SECOND MARCHÉ

Table of second market values, including companies like Alcatel, Alcatel, and others.

ACTIONS FRANÇAISES

Table of French stock market values, including companies like Air France, Alcatel, and others.

ACTIONS ÉTRANGÈRES

Table of foreign stock market values, including companies like Air France, Alcatel, and others.

ACTIONS ÉTRANGÈRES

Table of foreign stock market values, including companies like Air France, Alcatel, and others.

SICAV et FCP

Table of SICAV and FCP values, including various investment funds.

CRÉDIT AGRICOLE

Table of Crédit Agricole values, including various bank products.

CRÉDIT LYONNAIS

Table of Crédit Lyonnais values, including various bank products.

CRÉDIT MUTUEL

Table of Crédit Mutuel values, including various bank products.

CAISSE D'ÉPARGNE

Table of Caisse d'Épargne values, including various bank products.

CRÉDIT LYONNAIS

Table of Crédit Lyonnais values, including various bank products.

LEGAL & GENERAL BANK

Table of Legal & General Bank values, including various bank products.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Table of Société Générale values, including various bank products.

Paris Boulat







Le Monde

ent les détectives
du Grand Louvre.
ration des œuvres



L'étonnant regard du...

Semaine en zigzag

De quelques endroits parisiens à revisiter

COMMENCER la semaine par un petit déjeuner au « Flore » n'était pas une mauvaise idée. L'ennui, c'est que notre invité nous attendait Aux Deux Magots; du moins rien du spectacle qui se déroulait dans l'endroit ne pouvait nous échapper. Paris surpris dans ses levers rive gauche, enjôlé par un public à l'âme encore fraîche et aux pensées aimables. Le personnel, lui aussi très en forme, arrondit ses gestes et adopte le pas glissé qui doit convenir à une clientèle aux propos encore confidenciers. Un jeune homme entretient un écrivain. Il recueille sur un carnet les propos du littéraire à l'aide d'un stylo dont l'encre rouge met son interlocuteur visiblement mal à l'aise. En face, on parle journaux. Craintive et trop fardée, une attachée de presse avancée à sourcils feutrés vers un rédacteur en chef à la tête ailleurs et au bagout difficile à maîtriser. Libération lu, un solitaire s'attaque aux petites annonces du Figaro. En terrasse, des japonais observent la circulation monter en volume. Trois copains entrent, armés chacun d'un téléphone portable, qu'ils débranchent. Un couple se retrouve. Expresso pour tout le monde! Cher, mais tassé comme il faut. Le lendemain, on allait retrouver l'égaré des Deux Magots à La Closerie des Lilas, lieu qui prêtait moins à confusion. On sait que le changement de propriétaire avait fortement perturbé les habitués, qu'il, sans le jazz passé en sourdine et les aboiements du chien Flou - bichon de la maison et cibles à revivifier - se sentaient orphelins et bouddant à la brasserie. Ils reviennent, à pas mesurés, comme nous. On les voit se poser avec suspicion sous le chapiteau de pénombre, où l'on se reconnaît à peine, mais où l'on s'entend encore très bien. Tout de même, au dîner, préférons plutôt le midi, ou l'après-midi: les souvenirs s'y portent mieux. Le service est parfois d'une lenteur coupable, mais jamais déplaisant. Utile et sportif quelquefois; comme ce jour-là, où un coup de coude malheureux faisait basculer le trépidé à bouteille affaibli par trop d'années de partage dans un très beau frac d'eau, de glaçons et de restant de sancerre. Une action maladroite, mais franche et sonore. Dix grandes minutes seront nécessaires aux hommes de piste pour remettre avec amabilité l'endroit ravagé en l'état. Et quand on n'y commet pas de catastrophe, qu'y mange-t-on? Il y a toujours le tartare - vieux pénitent de la place -, mais surtout le haddock aux œufs mollets et aux pommes de terre à l'anglaise, qui lui aussi ne se décide pas à partir à la retraite, et continue à faire le meilleur effet sur la carte et dans l'assiette.



ment du producteur au consommateur. Le japonais le moins préoccupant de Paris, c'est lui, à n'en pas douter. Les sushis les plus réussis d'Europe, c'est ici, à le jurer; du moins à le croire. Sûrement très différents de ceux de la mère patrie, mais préparés au plus près de leur réalité. Lames de poisson recouvrant du riz tiède avec touche de moutarde d'un extrême-orient convaincant. D'autres sont présentés entourés d'un rouleau d'algue. Sauce douce et gingembre en tranches fines pour emballer l'affaire. Chacun de ces brefs personnages a son histoire et sa façon de la raconter. On ne s'est jamais lassé de leurs récits. Semaine en zigzag. Nous voici grand Montparnasse à attendre un haut ménébr breton débarquant d'un train à grande vitesse arrivé de Rennes le temps de le dire. Grosse faim du ménébr. Il y a à un restaurant, qui s'était posé boulevard de

Vaugirard, dans le même moment où Le Monde s'installait rue Falguère. Un truc tout à fait sympathique, aux additions à ne jamais faire décoller les notes de frais et aux serveuses légères comme des papillons. On le fréquentait pour le grand large, ses passages qui voyageaient, et du vin blanc servi en carafe. Il y avait aussi une marée arrivée parfaitement à l'heure et des huîtres dites « boudeuses », minuscules et agressives, sorties des eaux de l'Abbaye Benoît, sur la côte nord du Finistère. Succès en plus et prix maintenus, il n'a pas changé. Les huîtres non plus. Une adresse très sûre. Jean-Pierre Quélin \* Le Flore, 172, boulevard Saint-Germain, Paris 6<sup>e</sup>. La Closerie des Lilas, 171, boulevard du Montparnasse (6<sup>e</sup>). Khungwa, 5, rue du Mont-Thabor (7<sup>e</sup>). L'Ostréade, 11, boulevard de Vaugirard (15<sup>e</sup>). Tao, 248, rue Saint-Jacques (5<sup>e</sup>).

L'andouillette

« Andouillette: petite andouille », cette définition extraite du Petit Robert s'applique mieux au lexicographe qui en est l'auteur qu'à la pièce de charcuterie qu'elle est censée décrire. Hormis le fait qu'ils soient tous deux extraits de la ventrière du cochon, rien n'est en effet plus dissimilé que ces produits. Vire et Guéméné, la paire d'andouillettes la plus célèbre de France, sont, comme toutes les douceurs de leur espèce, des charcuteries fumées que l'on consomme le plus souvent froides, en guise d'entrée. L'andouillette, tout au contraire, n'est pas fumée, mais juste cuite au court-bouillon, et se déguste chaude, garnie de frites, de salade ou bien, comme le suggérait James de Coquet, « bien grillée et mollement allongée sur une omelette de purée de pois cassés ». Selon le code des usages de la charcuterie, dans son édition de 1997, il existe sept

dénominations régionales pour l'andouillette. Les recettes varient de l'une à l'autre. Celle de Troyes est composée exclusivement de chaudières (les gros intestins) et d'estrogons de porc. L'andouillette « lyonnaise », « à la rouennaise » ou de « Cambrai », contiennent de la fraise de veau en plus ou moins grande quantité. Quant à la « provençale » ou celle « du Périgord », il entre obligatoirement dans ses composants de la gorge de porc. Devant tant de recettes et d'appellations le public y perd un peu son latin et, comme les dictionnaires, semble volontiers croire que fait l'andouillette fait l'andouillette. Témoin l'enquête réalisée l'an dernier par TFOP auprès de 1 000 consommateurs et qui place première des andouillettes en notoriété celle de « de Vire », inconnue en réalité des bataillons charcutiers. Confusion avec l'andouille du même nom? « Impossible, nous répond-on chez Charles Amand, commanditaire de l'étude, les

questions ont été posées avec les deux produits côte à côte et les gens différencient très bien l'un de l'autre. Reste que le renom de la grande sœur n'a pas fait ombre à sa cadette. Profitant de cette notoriété spontanée, même si elle est quelque peu usurpée, la maison Amand vend désormais de la « véritable andouillette de Vire ». Celle-ci diffère peu de la recette des andouillettes de Troyes. Elle contient moins de chaudières que sa cousine, mais se caractérise surtout en goût par son court-bouillon garni de petit-foin, une spécificité qui lui donne une saveur légèrement acidulée. Enfin, ce qui la classe irrémédiablement au-dessus du lot commun des andouillettes, c'est le fait qu'elle soit « dressée à la main ». Chez les Lemelle, à Troyes, charcutiers depuis quatre générations, c'est l'étite de

leur production qui a droit à ce traitement: 200 tonnes d'andouillettes seulement sur les 3 000 qu'ils ont fabriquées l'an dernier. Au lieu d'être poussées mécaniquement dans le boyau, les lanternes d'estomac et de chaudières sont tirées à la ficelle, manuellement. Ce travail de marqueteur que l'on retrouve en photo dans le livre de Prudowski et Rougement, Les Trésors gourmands de la France (éditions Renaissance du livre), donne au final un produit plus irrégulier mais aussi moins sec et bien plus savoureux. Guillaume Crouzet \* Andouillette de Troyes « Reflets de France », faite à la main par la maison Lemelle. En vente dans les supermarchés Continent, 18 F la pièce de 300 g. Andouillette de Vire Charles Amand, faite à la main, 15 F les 2 pièces de 150 g.

Advertisement for 'LES GRANDES MARCHES' restaurant, featuring various menu items and contact information for different Paris locations.

TOQUES EN POINTE

La truffe

LA TRUFFE NOIRE C'est avec un pied de porc désossé, rôti en crème, sauce et émincé de truffes, pommes mousseline, que Jenny Jacquet inaugure la saison de la truffe. Rien d'insolite dans cet assemblage de goûts simples et francs, à l'image de ce cuisinier scrupuleux. L'on pourra préférer une crème montée de céleri-rave et truffes râpées (85 F), savoureuse, à une salade un peu rustique de champignons de Paris à l'émincé de truffes fraîches (130 F) proposée parmi une dizaine de préparations classiques: omelette aux truffes hachées, chausson aux truffes épaisses et foie gras, truffe sous la cendre, poulet fermier aux truffes sous la peau. Menu: 195 F. Menu truffes: 380 F. Spécialités de truffes fraîches: de 35 F à 240 F. \* Neuilly, 2, place Parmentier (92200). Tél.: 01-46-24-94-14. Fermé samedi et dimanche.

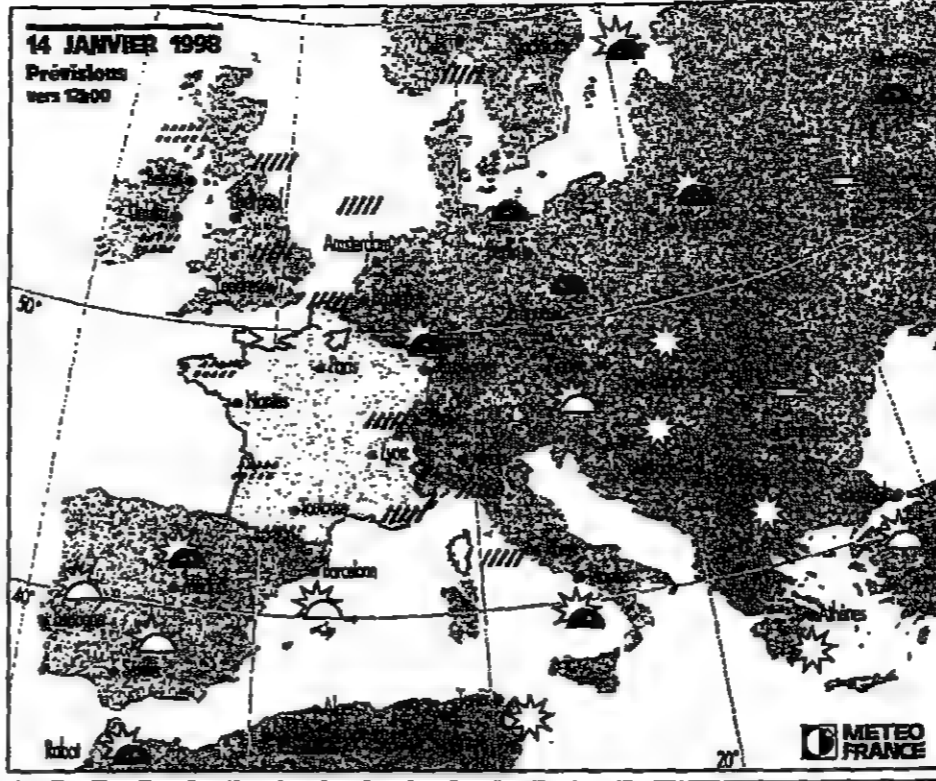
CHÂTEAU DE ROCHEGUEDE L'intérêt montré l'an passé par une clientèle d'amateurs de vins et de truffes a incité André Chabert à proposer, jusqu'à la fin mars, des week-ends truffiers au château de Rogeude, avec visite du marché de Richerenches. Les truffes étaient encore irrégulières et immatures jusqu'aux gelées blanches de ces derniers jours. Leur développement aromatique coïncide avec la messe de la truffe qui aura lieu le 18 janvier à Richerenches. Millefeuille de coquilles saint-jacques et truffes, daurade panée de perles noires rôties en crème, et caille truffée et farcie au jus d'abattis figurent cette année sur le menu de Philippe Muller. Les dégustations se font dans un domaine de Châteauneuf-du-Pape. Forfait week-end: 1 300 F. Menu truffe: 420 F (vins compris). \* Rogeude (26790). Tél.: 04-75-97-21-10. Fermé dimanche soir et lundi.

FAUGERON Le nouveau plat truffier imaginé par le Corrézien Henri Faugeron - truffes sur crème brûlée de brocolis - connaît-il le même succès que l'intrigant et fameux panier de truffes aux fines épices? La touche secrète de ce plat réside dans un peu de mie de pain poêlée avec quelques épices destinée à rehausser la saveur et la consistance d'une mousseline mêlée de purée de truffes, délicatement cernée d'un cordon d'huile d'olive parfumée au jus de truffes. D'autres préparations, comme l'œuf coque à la purée de truffes, la salade de truffes au foie gras sur bouquet de mâche, ou les câbles Lucullus, montrent les différents aspects du talent de Faugeron. Menu: 320 F (dét.). Dégustation de truffes: 750 F. A la carte, compter: 500 F. \* Paris, 52, rue de Longchamp (75016). Tél.: 01-47-04-24-53. Fermé samedi midi et dimanche.

Le vent faiblit

LA DÉPRESSION qui se trouve sur le golfe de Gascogne mardi matin remonte vers la mer du Nord en se complantant lentement. Après un épisode de vents tempétueux sur l'ouest de la France, le vent faiblira peu à peu sur les côtes de la Manche...

avec un risque d'averses surtout au nord. Le douceur persiste avec 9 à 11 degrés. Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Le ciel sera bien chargé sur Aquitaine et Midi-Pyrénées avec des averses fréquentes surtout sur les côtes...



LE CARNET DU VOYAGEUR

JORDANIE. La neige qui est tombée dimanche 11 janvier au Moyen-Orient a paralysé une bonne partie de la région, notamment Israël et la Jordanie, et le blizzard a sévi dans la province irakienne du Kurdistan...

Table with 2 columns: City and Temperature. Includes cities like Ajaccio, Biarritz, Bordeaux, etc.

Table with 2 columns: City and Temperature. Includes cities like Amsterdam, Athènes, Barcelone, etc.

Table with 2 columns: City and Temperature. Includes cities like Kiev, Lisbonne, Liverpool, etc.

Table with 2 columns: City and Temperature. Includes cities like Venise, Vienne, Marrakech, etc.

Table with 2 columns: City and Temperature. Includes cities like Le Caire, Marrakech, Nairobi, etc.

Table with 2 columns: City and Temperature. Includes cities like Bangalore, Bombay, Djakarta, etc.

PRATIQUE

La superficie des logements rectifiée avec la loi Carrez

DEPUIS le 19 juin 1997, tout vendeur d'un logement, ou d'un local professionnel ou commercial en copropriété, doit en indiquer la superficie dans les actes: promesse de vente, avant-contrat, acte authentique...

occupés par les murs, cloisons, marches et cages d'escalier, gaines, embrasures de portes et de fenêtres. Elle exclut « les parties d'une hauteur inférieure à 1,80 mètre, les lacs ou fractions de lacs d'une superficie inférieure à 8 mètres carrés, ainsi que les caves et garages, emplacements de parking ».

est vu ainsi rabattre 3 mètres carrés par rapport aux dimensions indiquées sur le plan de l'appartement. Cette diminution s'explique par la bibliothèque encastrée et scellée dans l'alcôve du salon. Reste que Jacqueline O. n'a pas réduit pour autant le prix de l'appartement, faisant valoir que ce meuble réalisé sur mesure en augmentait au contraire la valeur.

rez » et les autres éléments: balcon, cave, parking. Le cas de la mezzanine est particulièrement épineux. La propriétaire d'une boutique a vu la surface de celle-ci passer de 25 mètres carrés à 9 mètres carrés, car la hauteur sous plafond de la mezzanine qui occupait 16 mètres carrés était inférieure à 1,80 mètre.

posent ce service à leurs clients. Des amateurs ont également investi le marché, créant des entreprises de contrôle de mesures. Les tarifs, plus élevés à Paris qu'en province, varient du simple au triple. Pour un appartement de 800 à 1200 mètres carrés, il en coûtera de 1000 à 1800 francs pour une simple attestation de surface...

Certains cabinets d'architectes proposent en option un diagnostic du bâtiment. Refusez la photo de l'immeuble, qui ne présente aucun intérêt. Il est indispensable de s'enquérir de la méthode utilisée, afin d'éliminer ceux qui refusent de se déplacer et se contentent d'établir l'attestation à partir du plan de l'appartement. Enfin, on s'assurera que le spécialiste possède bien une assurance « responsabilité civile professionnelle », qui garantira au client une possibilité de recours en cas d'erreur.

MOTS CROISÉS

Word search grid with 11 columns and 11 rows. Includes clues for horizontal and vertical words.

1. Met fin à la suite. - 2. Qui ne connaîtra jamais la fin. Point de départ d'une liste sans fin. - 3. Une insulte et un comble pour le coordonnateur. - 4. L'un des premiers européens. Bas de gamme. - 5. Points. Article. En famille avec les cafards. - 6. Vibration intérieure. Victime des désherbants dans les champs de blé. - 7. Epona la taille. Dans le sac du petit futé. - 8. Sur la table. Manquant de finesse. - 9. S'exprime comme un ramifié. Nou-

depuis 1990. - 6. Etui mal rangé. Intéressante pour la bourse, beaucoup moins pour la Bourse. - 7. Supprime. Personnel. Français le pas. - 8. Jeunes ouvrières assez frivoles. - 9. Plusieurs fois deux. L'américain. - 10. Appris. Etre suprême. Rendue à la fin. - 11. Faire entrer par tous les moyens. Philippe Dupuis

SCRABBLE

Scrabble puzzle grid with 15 columns and 15 rows. Includes clues for words and solutions.

A la recherche du troisième mot. 1. Vous avez tiré CEENOTS. a) Trouvez deux sept-lettres, malheureusement implaçables. b) Avec ce même tirage, trouvez sept mots de huit lettres en le complétant avec sept lettres différentes appartenant à l'un ou à l'autre des deux mots de la grille. N. B. Dès que vous avez trouvé une solution, effacez-la avant de continuer. 2. Préparation de la grille de la semaine prochaine. c) Premier tirage: EINQSUU. Trouvez un sept-lettres et placez-le en H 6. d) Deuxième tirage: EEFRRU X. Trouvez un sept-lettres et raccordez-le sur le premier tirage de façon à marquer 141 points. Solutions dans Le Monde du 21 janvier. Solutions du problème n° 51 paru dans Le Monde du 7 janvier. Chaque solution est localisée sur la grille par une référence se rapportant à sa première lettre. Lorsque la référence commence par une lettre, le mot est horizontal; lorsqu'elle commence par un chiffre, le mot est vertical. a) NAGUERE ou NARGUEE. b) GENERAUX, J 4, 72 - ENVER- GUA, 4 F, 74 - ENGUERA, 5 E, 86 - ENGLUERA, 6 E, 63, ou l'anagramme GRANULEE - NEGATEUR, 9 D, 61. c) PUROTINS, miséreux; ZONALES, relatives à une zone de la Terre. Michel Charlemagne

CRÉATION La troupe de la Comédie-Française présente, au Théâtre du Vieux-Colombier, une adaptation d'Arcadia, pièce de l'écrivain britannique Tom Stoppard.

déjà créée avec succès dans une vingtaine de pays. ● AUTEUR DRAMATIQUE célèbre outre-Manche - il a été anobli en 1997, l'année de ses soixante ans -, scénariste prisé par

les studios américains, Tom Stoppard est peu joué en France. D'autant plus qu'il se considère lui-même comme un auteur peu prolifique. « J'aimerais écrire une pièce tous les deux

ans, a-t-il confié au Monde. Mais (...) je n'arrive pas à saisir pourquoi le processus est si lent. » ● L'EXIGENCE qu'il s'impose à lui-même - il a écrit une vingtaine de pièces, mais « seu-

lement huit grandes », insiste-t-il - transparait dans son œuvre, qui cache sous des apparences classiques les transgressions d'un témoin engagé de son temps.

# Tom Stoppard, auteur pyrotechnique d'un demi-siècle de théâtre

« Arcadia », pièce de l'écrivain britannique, est créée par la Comédie-Française, après l'avoir été dans une vingtaine de pays. Le dramaturge, récemment anobli, y cultive toujours plus son tempérament d'humaniste lucide sous un verbe brillant et vif

### LONDRES

de notre envoyé spécial  
« Vous avez rendez-vous avec Sir Tom ? » A Chelsea Harbour, le portier du condominium luxueux, avec port privé, lové dans un méandre de la Tamise, où Tom Stoppard occupe un duplex au sommet d'une tour, filtre les entrées du récent chevalier (1997). Une distinction « plutôt inhabituelle » pour un auteur de théâtre, qui ne voit guère parmi les contemporains de son espèce qu'Alan Ayckbourn. Est-ce dû à ses pièces ? « Je le suppose, je ne fais rien d'autre ! » Rien, si l'on excepte une dizaine de scénarios, un film, un roman, des dramatiques pour la radio et la télévision. En trente ans, Tom Stoppard aura écrit une vingtaine de pièces parmi lesquelles, insiste-t-il, « seulement huit grandes ». L'avant-dernière, Arcadia, n'arrive à Paris qu'après avoir été montée dans une vingtaine de pays. On y retrouve sa touche unique, résumée par l'Encyclopædia Britannica en une formule : « Verbe étincelant, action ingénieuse, habileté structurelle. » Tom Stoppard naît Tomas Straussler le 3 juillet 1937 à Zlín, en Tchécoslovaquie. Il y reste à peine plus d'un an, mais le pays reste présent en lui. Son père est médecin dans les usines de chaussures

Bata. L'entreprise crée une filiale à Singapour, le médecin et sa famille suivent. Lorsque les Japonais envahissent la colonie, la mère de Tomas s'enfuit en Inde avec ses deux fils. Le père est tué par l'occupant. Sa mère se remarie avec un officier britannique, Kenneth Stoppard, dont Tom prendra le patronyme. L'enfant a six ans lorsqu'il découvre la langue anglaise dans une école de Darjeeling. En 1946, la famille s'installe en Angleterre.

### « LE LIEU OÙ IL FAUT ÊTRE »

Les études de Tom Stoppard sont brèves. Les commentateurs de l'œuvre y verront une source de son « théâtre d'idées », mêlant la fascination de l'autodidacte pour le savoir avec la volométrie d'ordonner des jeux capables de dérouter les plus savants, quitte à les prendre pour personnages, d'Acrobates à The Invention of Love. A dix-sept ans, il est journaliste à Bristol. Le boom théâtral va se faire sentir jusqu'aux rives de l'Avon. Il le convainc que le théâtre « est le lieu où il faut être ». Le voilà à Londres, critique au magazine Scene. Il travaille à sa première pièce : Marcher sur l'eau (1960) - « débile », juge-t-il lui-même -, qui sera télévisée en 1963, mais qui ne rejoindra la scène londonienne, après

des remaniements, qu'en 1968, sous le titre de Enter a Free Man (Les Dimanches de M. Riley, en France).

Tom Stoppard est d'abord l'auteur d'un coup d'éclat dont le théâtre anglais n'a pas d'autre exemple. En 1964-1965, il écrit Rosencrantz et Guildenstern sont morts. Il a planté le tissu d'étoiles et de mots d'esprit dont il ne se lassera jamais au croisement de Shakespeare et de Beckett. La pièce est montée en 1966 par un groupe d'étudiants d'Oxford au fringe (le hors-les-murs) du Festival d'Édimbourg. Elle suscite une attention immédiate, et une ascension par la voie directe jusqu'au répertoire du National Theatre. Tom Stoppard y sera le plus jeune auteur jamais inscrit. Succès énorme, qui aurait pu être écrasant, pour un garçon dont on imaginera en vain qu'il ne puisse faire mieux, ni autre chose. La pièce effectue plusieurs fois le tour du monde, via Broadway, Tokyo et Buenos Aires. Tom Stoppard en tirera un film (avec Richard Dreyfuss) qui obtiendra le Lion d'or à Venise en 1990.

Faut-il vraiment parler de cinéma ? Stylos coûteux soigneusement alignés, cigarettes très exactement à demi fumées et fichées à la verticale dans les cendriers, fax dégorgeant de feuilles. Tom Stoppard travaille à bord d'un bureau hollywoodien, avec tout Londres dans son axe de vue. Hollywood, justement. Il vient d'y assister au dernier tour de manivelle du film tiré par Bob Rafelson de son adaptation de l'ultime roman (inachevé) de Raymond Chandler, The Poodle Springs Story. Les rushes sont là, en cassette, à sa gauche. A sa droite, c'est l'univers du livre, histoire, sciences, biographies, théâtre, poésie. Le fonds. Scéna-



Sir Tom Stoppard.

querait d'apparaître « plutôt prétentieux ». « Je ne pense pas que les écrivains soient sacrés, mais les mots le sont », a-t-il fait dire à l'un de ses personnages. Il cultive soigneusement sa réserve, faite de mots, en veillant qu'ils ne le découvrent pas trop. Comme il a la méfiance des images trop vives, dessinées d'un seul tenant, des explications trop lumineuses, des théories trop générales, méfiance du militantisme. Si on lui renvoie son engagement, visible dans La Musique adoucit les mœurs (où il mêle musique et droits de l'homme) ou dans Squaring the Circle (dramatique sur la Pologne de Solidarité), il s'insurge, doucement : non pas militant mais « participant ». Sous un « antisystème » très britannique, point un véritable système Stoppard. Comment expliquer autrement le goût vif, particulièrement visible dans Arcadia, de confronter ce qui pourrait paraître comme des certitudes pour les atomiser bientôt en un grand feu d'artifice. Avec un soin méticuleux accordé au rythme des phrases, à l'ajustement des scènes, à la place des acteurs, afin que cela soit pleinement théâtre et rien d'autre.

J.-L. P.

★ Arcadia, de Tom Stoppard. Adaptation de Jean-Marie Besset. Mise en scène de Philippe Adrien. Avec Alain Pralon, Claire Vermet, Claude Mathieu, Jean-Pierre Michéa, Jean-Baptiste Malartre, Olivier Dautry, Denis Podalydès, Jean-Marie Galey, Françoise Giliard. Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris-6°. Tél. : 01-44-39-87-00. M. Saint-Sulpice. De 85 F à 160 F. Mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30 ; jeudi à 19 heures. Jusqu'au 22 février.

### Des Anglais au répertoire du Français

Après Robert David Macdonald, Harold Pinter et John Osborne, Tom Stoppard est le quatrième auteur britannique contemporain joué par les comédiens français. Conférence au sommet, de Robert David Macdonald, a été donné au Petit-Montparnasse, en janvier 1987. Autres Horizons, de Harold Pinter, a été créé en juillet 1987 au Festival d'Avignon, et repris ensuite au Théâtre Montparnasse. C'était hier, du même auteur, a été joué au Petit-Montparnasse en septembre 1987 après la première au Théâtre Français. Un Bon Patriote, de John Osborne, a été donné à l'Odéon, après la première à la Comédie-Française, en janvier 1989.

### Sir Tom Stoppard, auteur dramatique

## « Ecrire une pièce est exactement comme peindre un paysage »

« Dans les années 60, vous avez déclaré écrire pour le théâtre, parce que c'était là où il fallait être. Est-ce toujours votre sentiment ? »

« Dans les années 60, on attirait plus l'attention avec une pièce qu'avec un roman. Aujourd'hui, parmi les écrivains de moins de trente ans, il y en a qui excellent au théâtre. Autrement dit, il y a toujours une génération qui estime qu'il faut y être présent. Mais, depuis les années 80, c'est le roman qui séduit le public, avec des Julian Barnes ou des Martin Amis. Un moment, j'ai même pensé que le théâtre avait eu son temps. Et, malgré tout, il continue. Dans un article récent du New York Times, le critique géignait parce qu'il n'y avait que huit pièces de théâtre par semaine. Et huit, c'était inhabituellement important. A Londres, nous en avions vingt-quatre ! »

« Trente ans après, comment voyez-vous vos premiers pas d'auteur ? »

« J'étais assez prétentieux. Je voulais que mon œuvre me survive. J'essayais d'écrire des choses qui n'étaient pas liées à mon temps. J'étais l'un des rares qui ne voulaient travailler que sur le langage, alors que l'essentiel de ce qui se faisait alors était lié aux sujets sociaux et politiques. Les auteurs importants étaient Osborne, Pinter, Wesker, Arden... Je me sentais conservateur, j'avais une idée plutôt idéaliste de l'écriture, celle d'un art qui ne vaut que pour ce qu'il survit, et qui ne survit qu'au niveau de ce qu'il vaut. Les effets de mon travail sur le monde ne m'intéressaient pas. J'étais intéressé par son effet sur l'individu. »

« Pourtant, vous vous êtes engagé dans les années 70. »

« A l'occasion de l'année des prisonniers d'opinion, en 1977, on nous a demandé d'écrire une pièce et j'en ai en effet écrit une sur le sujet pour

la télévision. Je suis allé à Moscou et à Saint-Petersbourg avec Amnesty International, puis à Prague pour la New York Review of Books, où j'ai rencontré Havel pour la première fois. Alors, à la fin des années 70, j'ai écrit deux ou trois pièces qui étaient plus clairement engagées. On a estimé que j'avais changé. Mais je n'ai fait que me déplacer dans mon travail. »

« Quatre ans séparent Arcadia de votre dernière pièce, The Invention of Love. »

« Entre The Real Thing et Arcadia, il y a eu dix ans. Avec Hapgood, qui n'a pas été un succès, entre les deux. J'aimerais écrire une pièce tous les deux ans. Mais, quand j'en achève une, je n'ai rien en tête, rien en réserve. Je n'arrive pas à saisir pourquoi le processus est si lent. J'ai eu l'idée d'écrire sur le poète anglais Housman (The Invention of Love) peu de temps après le début des représentations d'Arcadia. Je me suis dit : « Tu n'es pas si vieux, ça serait bien d'avoir une pièce nouvelle dans dix-huit mois. » Mais les recherches ont été si longues que ça a duré quatre ans. »

« Pourquoi toutes ces recherches ? »

« Je ne fais pas de recherches au nom du devoir. Ce que j'appelle recherches n'est que de la curiosité. Je lis pour le plaisir, et chaque sujet conduit à un nouveau sujet. J'écrivais une pièce sur un homme donné, et, à la fin, j'avais la matière d'un livre sur son temps. »

« Et pour Arcadia, qui croise tant de sujets ? »

« Je n'ai pas commencé par le commencement, en achetant des livres sur les jardins, sur Byron ou sur les intégrales en mathématiques. J'ai réellement cherché à tisser une pièce à partir des préoccupations de chacun. »

« Votre travail s'apparente à celui du peintre, avec des motifs qui s'appellent... »

« Ecrire une pièce est exactement comme peindre un paysage, équilibrer les couleurs, les formes et les associations. Cela est tout neuf pour moi. »

« Vous maîtrisez mieux votre travail ? »

« Beaucoup moins ! Auparavant, j'étais incapable de commencer à écrire sans avoir éclairci l'essentiel de ce que j'allais faire. La maturité apparaît dans la prise de risques : en commençant sans savoir ce que le paysage va contenir, pour reprendre

J'aimerais écrire une pièce tous les deux ans. Mais quand j'en achève une, je n'ai rien en tête rien en réserve. Je n'arrive pas à saisir pourquoi le processus est si lent.

cette image. Il y a vingt ans, j'en aurais été incapable. »

« De Léonie à Oscar Wilde, on trouve nombre de personnages historiques dans votre œuvre, comme Byron dans Arcadia. »

« Depuis mon enfance, j'ai toujours été fasciné par la notion de vérité historique. Dans la mécanique quantique, il y a cette idée que vous ne pouvez pas fixer la réalité : vous avez telle image d'elle et telle autre, et aucune n'est la réalité, mais les deux ensemble donnent quelque chose qui y ressemble. L'histoire fonctionne de la même façon. »

riste de Despair (Fassbinder), du Facteur humain (Preminger), de L'Empire du soleil (Spielberg), il n'en retient que les adaptations de Nabokov, Greene, Ballard. Il est plus disert sur son travail avec Losey (Une Anglaise romantique) ou Gilliam (Brazil) « un script insensé qu'il m'a confié pour y mettre un peu de logique et d'humour ». Ces travaux lui ont valu la réputation d'un « docteur scénario ». Rien de

### Repères théâtraux

Les huit « grandes pièces » de Tom Stoppard, et leurs créations en France :

- 1966. Rosencrantz et Guildenstern sont morts. Théâtre Antoine à Paris, mise en scène de Claude Régy, avec Bernard Fresson et Michel Lonsdale (1967).
- 1972. Les Acrobates (Jumpers). Théâtre Tristan-Bernard, mise en scène de Jean-François Prevand, avec François Lalande (1993).
- 1974. Parodies (Travesties). Théâtre de l'Odéon, après la création au Centre dramatique de Lausanne, mise en scène d'André Steiger, avec François Germond,

Roger Jendly, Jean-Luc Bideau (1977).

- 1977. La musique adoucit les mœurs (Every Good Boy Deserves Favour). Théâtre de la Ville à Paris, dans une version pour trente-cinq musiciens, mise en scène de Robert Dhéry, avec Pierre Vaneck et Robert Dhéry (1980).
- 1982. La Vraie Vie (The Real Thing). Théâtre Montparnasse, adaptation de Jean-Claude Carrière, mise en scène d'Andréas Voutsinas, avec Pierre Arditi et Catherine Rich (1988).
- 1988. Hapgood.
- 1993. Arcadia. Théâtre du Vieux-Colombier (1998).
- 1997. The Invention of Love.

**m** cité de la musique  
musée, concerts, centre d'information  
carte blanche à Lucinda Childs  
Lucinda Childs, danse, chorégraphie  
Junior Ballet du Conservatoire de Paris  
Anne Manson, direction  
Ensemble Intercontemporain  
du 16 au 21 janvier (sauf le lundi)  
1 44 84 44 84

"...Diaboliquement truculent."

STUDIO MAGAZINE

KEANU  
REEVES

AL  
PACINO



Même le Diable  
a ses entrées au Paradis.

# L'ASSOCIÉ DU DIABLE

OPÉRA DE FRANZ LEHAR  
MUSIQUE DE FRANZ LEHAR  
LIBRETTO DE FRANZ LEHAR  
DÉCOR DE FRANZ LEHAR  
COSTUMES DE FRANZ LEHAR  
SCÈNES DE FRANZ LEHAR  
SCÈNES DE FRANZ LEHAR

REGENCY VOGUE ARCADE

SÉANCES & BILLETS  
40 30 20 10

14 JANVIER



## Les francs-galeristes de la rue Louise-Weiss

Six galeries d'art ont choisi de s'installer dans cette artère neuve, au pied de la Bibliothèque nationale de France, sans entretenir de rapports concurrentiels

SAMEDI 10 JANVIER avait lieu le cinquième vernissage commun des galeries de la rue Louise-Weiss : Art : Concept, Air de Paris, Emmanuel Perrotin, Praz-Delavallade, Almine Rech, Jennifer Flay. Toutes sont nées après la folie des années 80, à Nice (Air de Paris et Art : Concept) ou à Paris. Soit six galeries installées en enfilade, au rez-de-chaussée surélevé d'un bâtiment annexe du ministère des finances dont les fonctionnaires vont au restaurant du coin ou d'en face, mais ne sont « pas forcément intéressés » par cette activité lancée en avril 1997.

Située derrière la Bibliothèque nationale de France, la rue Louise-Weiss (1893-1983) est une rue neuve et raide malgré ses arbres et les restaurants-bars-brasseries qui la ponctuent. Là où se sont installées les six galeries se trouvait une enfilade de boutiques murées par du placoplatre. Comme les trois qui restent encore. Le quartier est en pleine mutation, au cœur de projets d'urbanisme dont la réussite dépend des commerces qui parviendront à s'y installer. C'est un des gros soucis de la Semapa, société d'économie mixte chargée de l'aménagement de la Seine-Rive gauche, dont le maire du 13<sup>e</sup> arrondissement, Jacques Toubon, est le président.

C'est Bruno Delavallade qui a eu l'idée de cet emménagement. Qui en a parlé à Jennifer Flay, qui en a parlé à Jacques Toubon. Selon lui, le maire du 13<sup>e</sup> n'est jamais intervenu directement pour lancer l'opération, mais il a sans doute permis d'ouvrir les portes. « C'est, remarque Delavallade, un des rares maires de Paris, sinon le seul qui connaissait déjà les galeries. Une chance à saisir : 650 mètres carrés de locaux inoccupés. On a compris l'intérêt pour le quartier ! Les six créent une synergie. Certains jours de la semaine, cinquante personnes passent et, le samedi, beaucoup plus de monde. Les soirs de vernissage, trois mille personnes se déplacent. »

### CLIENTÈLE POINTUE

En se transportant à six d'un coup pour s'aligner le long de la même rue, la prise de risque était moindre. Les galeries en question ont déjà leur petite clientèle pointue, travaillent avec l'étranger, alors qu'elles soient dans le Marais ou au fin fond de Paris importait peu. Leur déménagement comportait de nombreux avantages : elles bénéficient d'une vitrine sur une rue où l'on peut stationner sans problèmes ; elles sont plus grandes. Quant aux loyers, après la franchise d'un an

(jusqu'en avril 1998), ils seront intéressants : environ 5 000 F pour 100 mètres carrés.

Les six se disent très contents d'être là. « Ça ne se fait pas pour des raisons matérielles, mais aussi parce qu'ils réussissent à s'entendre, partagent leurs fichiers, sont en permanence en liaison les uns avec les autres. « Être ensemble, c'est plus intelligent, ça permet de faire plus de choses, dit Bruno Delavallade. On ne vit pas comme des concurrents. C'est extrêmement agréable de partager nos expériences. Nous ne sommes pas propriétaires de nos collections. Il y avait des liens d'amitié entre nous. Ça s'est fait naturellement. »

Selon Olivier Antoine, d'Art : Concept, le groupe « a essayé de créer une communauté culturelle ». « De cela, on discute beaucoup avec Emmanuel Perrotin. Notre idée, ce n'est pas de conditionner l'existence de la galerie aux acquisitions des FRAC, mais de poser la culture comme moyen de communication, comme possibilité de créer des emplois culturels, ensemble. »

Même satisfaction de Jennifer Flay, dont l'ordinateur, en veilleuse, affiche « Jennifer, t'endors pas ! ». Elle est « totalement ravie d'être là ». Sa galerie (un peu plus grande que les autres, 140 mètres carrés, au lieu de 100) a « plus de potentiel » que son appartement en étage, rue Debelleye. Elle aurait voulu en partir plus tôt parce qu'il était trop petit et trop cher : rue Louise-Weiss, son loyer sera trois fois moins élevé que rue Debelleye, où elle devait payer 21 000 F chaque mois. « On a bien réfléchi avant de déménager, dit-elle. On a pensé que nous avions notre public, et on était plus ou moins sûrs qu'ils viendraient. L'ambiance est formidable. La solidarité peut être réelle. On se côtoie le matin, on déjeuner... Ça crée un climat de travail très agréable. Nous ne sommes pas en concurrence, nous avons chacun notre identité, pas les mêmes options. Notre communauté d'esprit, si elle existe, tient en l'art d'aujourd'hui. »

Geneviève Breerette

### Rendez-vous de janvier

- Au 34, rue Louise-Weiss. Art : Concept. Tél. : 01-53-60-90-30. Jeremy Deller, un jeune Anglais, témoin de son temps, traite du rock, de l'amour, et de l'ecstasy.
- Au 32, Air de Paris. Tél. : 01-44-23-02-77. « Bonne année ! » avec Plamen Dejanov, Carsten Höller, Lily Van der Stokker, Pierre Joseph, Bruno Serralonque, Liam Gillick.
- Au 30, Galerie Emmanuel Perrotin. Tél. : 01-42-16-79-79. Henrik Plenge Jakobsen et Jes Brinch, deux Danois, proposent deux installations « habitables », modernes, avec gaz : une maison pour enfants et un mini-deux pièces constitué d'une antichambre (de la mort) et d'une

cuisine qui diffuse du gaz inodore : le taux de suicides au Danemark est l'un des plus élevés au monde.

- Au 28, Galerie Praz-Delavallade. Tél. : 01-45-86-20-00. Meg Cranston, une New-Yorkaise qui vit et travaille à Venice, Californie. Pour son exposition parisienne, elle s'est inspirée de l'actualité publiés pendant une semaine dans le quotidien *Liberation*.
- Au 24, Galerie Almine Rech. Tél. : 01-45-83-71-90. *Philire*, des photographes comme Nobuyoshi Araki, Daido Moriyama, Inez van Lamsweerde.
- Au 20, Galerie Jennifer Flay. Tél. : 01-44-06-73-60. Xavier Veilhan en pingouin.

## Le jeune baryton allemand Stephan Genz conquiert la Salle Gaveau

STEPHAN GENZ (baryton), ROGER VIGNOLES (piano), *Mörke* et *Eisendorff Lieder*, de Hugo Wolf, *Lieder und Gesänge* op. 32, de Johannes Brahms, et *Lieder* sur des textes de Heine, de Robert Schumann. Salle Gaveau, « Lunédis musicaux », Paris, le 12 janvier.

On ne connaissait pas son premier disque (Clavier), consacré au redoutable et escarpé monde d'Hugo Wolf, et c'est tout récemment, par un coffret énigmatiquement intitulé *Liedopera* (les *Lieder* distribués en recueils par Schubert lui-même, 3 CD *Capriccio* 49 110 1), qu'on vint à le découvrir. Hartmut Höll, le directeur artistique de cette passionnante anthologie, accompagne *con furore* le sanguin ténor Christian Elsner dans *Le Roi des aulnes*, puis Mitsuko Shirai interprète, en artiste parfaite mais peu riche vocalement, *Marguerite au rouet*; enfin interviennent une voix d'une couleur douce, émouvante, une expression qui fige tout autour d'elle et capte l'écoute : Stephan Genz, Allemand, vingt-trois ans au moment de l'enregistrement, en 1996. On avait raté ses concerts au Festival de Saintes ou au Châtelet.

Ce récital de Gaveau approchait, mais voici qu'il chantait sur scène à l'Opéra de Paris : un rôle modeste certes, dans *La Veuve joyeuse*, de Franz Lehár, mais du moins l'occasion de le juger ailleurs qu'au disque. Cette *Veuve*, si tristement mise en scène, ne lui rendit pas service : Genz, les yeux ronds comme des billes, avait l'air

peu à son aise scéniquement, on ne l'entendit point du cinquième rang. Beaucoup par la fâcheuse habitude qu'a Lehár de doubler le chant à l'orchestre, beaucoup aussi par la « faute » d'une nature plutôt lunaire et intime, d'une voix riche mais peu percutante. Stephan Genz n'était-il qu'un organe phonogénique ? Son premier grand récital parisien, le 12 janvier à la Salle Gaveau - hélas ! suivi par une salle clairsemée mais convaincue dès la fin de la première partie - prouve le contraire. Certes, Gaveau n'est pas immense, mais on y entend tout, qualités et défauts.

### EXQUIS PIANISSIMOS

Des défauts ? On n'en voit guère chez ce jeune artiste, sinon une mimique (comparable à celle qu'il empruntait sur la scène du Palais Garnier) qui gagnerait à se détendre et un manque de puissance dans le grave qui trouvera un remède dans un travail et une maturation patients, contrôlés. Car, de la part d'un artiste de vingt-cinq ans confronté à l'univers implacable du *Lied*, l'évidence d'immenses qualités, déjà parfaitement opérationnelles, est tout simplement ahurissante. Genz possède une voix saine, naturellement ronde, chaude, vibrante. Les graves, on l'a dit, ne sont pas (encore) au rendez-vous (chez son aîné Wolfgang Holzmair, dont Philips a publié quelques disques, ils n'accrochent) jamais et le bas de la tessiture s'étiote) mais les aigus sonnent facilement en voix pleine comme dans les plus exquis pianissimos.

Les colorations sont subtiles, et l'élève de Fischer-Dieskau ne s'ingère pas le maître, ce qui fut fatal à Andreas Schmidt, pâle décalque stylistique du grand réaliste allemand dont les qualités, mal comprises, peuvent se muer en défauts outranciers. Comme ses jeunes et éminents confrères du moment, Hanno Müller-Brachmann et Matthias Göme, Genz a l'intelligence d'offrir une autre voie expressive à la rhétorique du monde wolfien, aux subtilités étonnantes des *Lieder* retinés par Schumann de son *Dichterliebe*, aux douleurs rentrées de l'opus 32 de Brahms : juste l'émotion, le cadre dramatique, les mots dits parfaitement et portés par un souffle et une intonation rarement prise en défaut. On a cru entendre un seul son chanté bas, dans *Nicht mehr zu dir zu gehen*, de Brahms. Erreur : c'était à dessein. Les mots disaient : « Car j'ai perdu toute force et tout soutien. »

Autre bonheur en ce concert, la présence de Roger Vignoles, pianiste britannique moins stakhanoviste que son confrère Graham Johnson mais très présent sur la scène internationale. Incroyablement subtil et exact, il ne possède pas la sonorité magique d'Eschenbach (l'intégrale Schumann de Fischer-Dieskau !) et n'a enrobé pas la partie vocale. Mais il donne l'idée exacte de la nature de l'accompagnement du *Lied* : à l'écoute de la voix mais aussi à l'écoute, non narcissique mais parfois « décalée » (Wolf), de sa propre poésie.

Renaud Mackerr



Je Vais 150

KIOSQUE

LE MONDE / MERCREDI 14 JANVIER 1998

EN VUE

Après des mois d'après négociations, un accord vient d'être attribué aux républiques issues du conflit yougoslave. Si le dalmatien revient sans conteste à la Croatie et le berger de Kras à la Slovaquie, le berger de Sara est à la fois réclamé par les Serbes et les Macédoniens, et le limier bosniaque à poil roux, chien frontalier, par la Bosnie-Herzégovine tant que les Serbo-Bosniaques, les Croates et les Musulmans n'en revendiqueront pas l'origine. Les races d'Istrie divisent encore Slovénes et Croates : l'examen de leur cas est reporté à 2001.

L'ex-officier nazi Erich Priebke, quatre-vingt-quatre ans, extradé d'Argentine en 1995, condamné aux arrêts domiciliaires chez son ami, l'avocat d'extrême droite Paolo Giachini, pour sa participation au massacre des fosses Ardéennes, en mars 1944, à Rome, où furent exécutés trois cent trente-cinq italiens, se plaint, en attendant sa libération prochaine, des conditions « cruelles et inhumaines » de son incarcération.

En Tanzanie, de grands serpents venimeux rouges et noirs dévorent les rats en train de grignoter les champs de maïs. Ils terrorisent les paysans qui, pour éloigner les reptiles, répandent du kérosène dont l'odeur attire les rongeurs et les met en appétit : déjà, les trois quarts des récoltes de maïs de la région de Mubeza sont mangés.

Au Pakistan, la semaine passée, en une nuit, les températures chutent à 6 degrés - au-dessus de zéro -, vingt et une personnes ont péri de froid. Le 12 janvier, un peu de neige est tombé au Proche-Orient faisant deux morts.

Kimono, l'enfant virtuel, fait son apparition, en Grande-Bretagne. Le vie du jouet n'est pas menacé tant que son petit parent suit les programmes « nourriture », « propreté », « éducation ». Adapter, ce n'est pas collectionner des bons points », a aussitôt réagi Felicity Coates, coordinatrice des agences britanniques pour l'adoption et le placement. Pour gagner des gages, obtenir un baiser, et, « si affirmés », le mariage, les jeunes adolescents de Hongkong s'activent fiévreusement sur l'objet My Lover, créature possessive qui peut rompre à tout moment et changer de partenaire. Le juge Mervyn Chisang, hostile aux unions cybernétiques précoces, voudrait en interdire la manie aux moins de dix-huit ans, âge légal du mariage en Chine.

A l'aube du 12 janvier, le gardien d'une HLM d'Épinal tassait une poubelle à grands coups de pelle quand apparut, à la sortie du vide-ordures, un nouveau-né vivant, qu'il recueillit et réchauffa dans son manteau. Mercredi dans la matinée, la police était remontée jusqu'à la mère, célibataire, sans emploi.

Christian Colombani

Le massacre des poulets à Hongkong
La presse de l'ancienne colonie britannique dénonce les conditions dans lesquelles ces volatiles, soupçonnés de porter le virus de la grippe, ont été exterminés

LA CORÉE DU SUD a eu beau frôler la cessation de paiement, l'Asie du Sud-Est poursuivre son naufrage, rien n'y a fait : à Hongkong, pendant les quinze derniers jours de 1997, il n'y en avait plus que pour la grippe du poulet. De « 1,2 million de poulets vont être tués » à « L'interdiction de l'importation de poulets pourrait durer jusqu'au Nouvel An chinois », ou encore « La vie des canards aujourd'hui sur la sellette », le South China Morning Post, premier journal de langue anglaise de Hongkong, a consacré sa première page à la malheureuse volaille quasiment tuée tous les jours. L'apothéose a eu lieu le lendemain de l'extermination des volatiles : « Massacre : insuffisant », avec en sous-titre « Larmes d'angoisse, rivières de sang ».

Pour éradiquer le virus H5N1, qui, à ce jour, aurait atteint dix-sept personnes et fait quatre morts - dont trois en décembre 1997 -, et calmer l'hystérie d'une population qui s'alarmait au moindre éternuement ou à la plus petite irritation de la muqueuse nasale, le nouveau chef de l'exécutif de Hongkong a sorti l'artillerie lourde : l'exécution de tous les poulets, soupçonnés d'être à l'origine de la nouvelle grippe. L'opération, que le gouvernement avait promis de mener en vingt-quatre heures, fut un carnage.

La presse locale, reprenant les critiques du Parti démocrate, a vivement mis en cause la manière dont le gouvernement, peu préparé à une telle tâche, s'y était pris :

pendant que les maraîchers égorgeaient des poulets à un rythme infernal, 2 300 personnes, mobilisées par le gouvernement, en plaçaient d'autres à la hâte dans des sacs en plastique et les gazaient au dioxyde de carbone. « Tandis que les volatiles sortaient les oiseaux des cages et les tuaient un à un, des employés du gouvernement, couverts de masques chirurgicaux, de gants et de blouses blanches les juraient dans des sacs destinés à être transportés dans les décharges des Nouveaux Territoires », racontait le Hong Kong Standard. Mais la collecte des sacs traîna en longueur, donnant lieu à leur évènement par des chiens et chats, faisant



craindre une propagation du virus à ces nouvelles espèces. Et l'on vit encore, le lendemain du massacre, des poulets continuer à se balader galement. Aucun détail de l'opération-commando n'échappa à la presse locale, et le Hongkong Standard constatait placidement : « Il

ne fait pas bon être un poulet aujourd'hui à Hongkong. »

Si la presse a su tirer parti de l'évènement, l'absence de nouveaux cas de grippe constatés jusqu'au 10 janvier (un dix-septième cas est apparu le 11) a conduit à traiter le sujet sur un mode plus scientifique. Tandis que 400 échantillons de sang humain sont actuellement analysés au centre de contrôle des maladies d'Atlanta, aux États-Unis, on ne saura qu'à la fin du mois si le virus H5N1 peut ou non se propager entre humains. Mais la présence du virus mortel H5N1 dans les excréments de canards et d'oies, que doit confirmer une enquête qui sera

rendue publique au cours de la semaine, fait craindre au quotidien Apple Daily le pire pour le sort des palmipèdes. A la grande inquiétude des restaurateurs qui ne savent plus comment composer leurs menus.

Après une pause due à la « trêve » du virus, la presse s'apprête à reprendre la saga, d'autant que le gouvernement, accusé d'inefficacité par la presse locale, semble s'être, enfin, décidé à prendre l'ensemble du problème à bras-le-corps, en nommant le premier secrétaire Anson Chan à la tête d'une task force.

Valérie Brunschwig

DANS LA PRESSE

RTL Michèle Cotta Face au krach qui secoue leur monnaie et leur économie, les pays d'Extrême-Orient adoptent les uns après les autres une attitude identique. Après les Coréens, les Thaïlandais réagissent (...). Le gouvernement de Bangkok appellera les citoyens à déposer dans les banques tous leurs bijoux, contre des bons du Trésor. (...) Que feraient les Français s'ils avaient à faire face à une crise financière de cette ampleur ? Imagine-t-on un seul instant qu'ils puissent ensemble, pour la France et pour l'Europe, faire don de leurs biens, sinon de leur personne ? Nous aurions droit, c'est à craindre, à un tout

autre spectacle. Les ors seraient vite dans les caves, les supermarchés seraient assiégés. Les plus riches viraient sans tarder leurs fonds en Suisse (...). Ceux qui n'ont rien ou pas grand-chose accuseraient l'Etat, sommé dans l'instant de garantir les richesses, d'éponger les pertes tout en protégeant les démunis.

35 heures par semaine tout fraîchement ? (...) Voilà une inconscience coupable. Le gouvernement ne dit pas la vérité. Pire, il veut endormir les Français avec de bonnes paroles, l'équipe de M. Jospin serait mieux inspirée en les préparant à affronter les éventuelles retombées des troubles économiques en Asie.

THE WALL STREET JOURNAL

Quand cela sert ses objectifs (...), le commissaire européen aux affaires monétaires, Yves Thibault de Silguy, semble capable d'une interprétation plutôt « souple » du traité de l'Union européenne. Mais même son passé ne nous avait pas préparés à son dernier pari : sa décision d'ignorer complètement les règles pour brigner un siège au

conseil régional de Bretagne. (...) Pour sa défense, M. de Silguy cite le précédent du commissaire européen Edith Cresson, qui n'a renoncé que récemment à son poste de maire de Châtellerault, et est maintenant surtout célèbre pour avoir comparé les Japonais à des « fourmis ». Mais cela prouve seulement que M. de Silguy n'est pas le seul membre de l'élite française qui estime que les règles ne s'appliquent qu'aux petites gens. (...) Même si cette pratique est courante dans le monde de la politique française, il y a de bonnes raisons pour interdire aux commissaires de travailler au noir. Ils sont, après tout, le corps responsable de l'application, et aussi de l'aide à l'élaboration des lois européennes.

www.guiar.com

Un site argentin rassemble des pages Web affichant des photos prises en direct dans le monde entier

LE SOLEIL se couche sur Buenos Aires en même temps qu'il se lève sur Tokyo. Ce n'est pas nouveau, mais Internet permet de voir simultanément les deux scènes en direct. Sur le site argentin La Vuelta al mundo en 80 links (« Le Tour du monde en 80 liens »), il suffit d'un clic pour passer des quais de Hongkong aux montagnes dominant la ville du Cap ou à Disneyland, puis du zoo de Berlin à la chambre de Jenny, une Américaine de vingt et un ans. « Jenny, préviens-ou, ne joue pas pour la caméra, mais elle n'est pas inhibée pour autant. Elle mène sa vie naturellement devant l'objectif. »



coins du monde par des webcams, ces caméras qui photographient automatiquement le même lieu à intervalles réguliers, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, et qui « exercent cette indéfinissable fascination de nous montrer des scènes quotidiennes de lieux distants tels

australien. En prime, le site Tour du monde propose aux visiteurs des « voyages organisés » pour survoler l'Asie en quelques minutes de Tokyo à Djakarta, admirer la tour Eiffel et l'Arc de triomphe, ou méditer dans certains lieux de départ légendaires, tel le port de San Francisco. Mais le plus fascinant dans cette affaire est sans doute la démarche de ceux qui, au lieu de montrer un monument ou un paysage, choisissent de s'exposer en installant une caméra devant leur réfrigérateur, au-dessus de la piscine familiale ou face à leur lit. Les internautes curieux/voyeurs doivent être prévenus : on revient toujours à Jenny. Avec un peu de chance, on peut la surprendre assoupie à 2 heures du matin, ronfler, et cinq minutes plus tard, se lancer dans une conversation téléphonique. Quelle frustration quand elle dort ! On a envie de frapper sur son écran pour la réveiller... Trompeuse lucarne.

Francis Pisaní

SUR LA TOILE

LETRES A JACQUES CHIRAC

Le site officiel de l'Elysée, créé le 14 juillet 1997, vient d'ouvrir une boîte à lettres électronique, qui permet à tout internaute d'adresser au président de la République. Dans un premier temps, les correspondants de Jacques Chirac recevront une réponse par la Poste. www.elysee.fr

AFFAIRE DREYFUS

Dans le cadre de la célébration du centenaire de la publication de « l'Accuse » d'Emile Zola dans l'Aurore, le site de l'Assemblée nationale affiche, en plus du célèbre article, la transcription des débats parlementaires suscités à l'époque par l'affaire Dreyfus. (AFP)

TÉLÉCOMMERCE

France Télécom, la BNP et le Crédit agricole ont annoncé qu'ils étaient associés pour lancer au printemps un nouveau service de commerce électronique sur Internet, baptisé TéléCommerce, qui permettra aux commerçants de proposer leurs produits en ligne et de disposer de tous les outils intégrés : panier virtuel, gestion de commandes, calcul automatique des taxes de TVA et des droits de douane et suivi statistique. (AFP)

Abonnez-vous au Monde 360 pour ne manquer aucun rendez-vous en 1998. Includes subscription rates for 3, 6, and 12 months in various currencies and languages.

Alger, 20 degrés, ciel gris par Alain Rollat. A personal letter or article discussing the weather and political situation in Algeria.



